

Bulletin

de

l'Assemblée

Nationale

Mars 1982

VI^e et VII^e législatures

Numéro spécial

Statistiques
1981



BULLETIN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ABONNEMENT

Depuis le début de la V^e législature, les statistiques annuelles constituent un numéro spécial du Bulletin de l'Assemblée nationale.

Le Bulletin de l'Assemblée nationale paraît hebdomadairement, le mardi, pendant les sessions. Il fait l'objet d'une ou de plusieurs publications en période d'intersession.

Le service de ce Bulletin est fait à toutes les personnes, morales ou physiques, qui en font la demande, adressée, sous pli non affranchi, à M. le Président de l'Assemblée nationale (Service de l'information parlementaire), Palais-Bourbon - 75355 Paris.

L'abonnement est tacitement reconduit chaque année ; il continue jusqu'à résiliation expresse de l'abonné.

AVIS AUX ABONNÉS (Changement d'adresse)

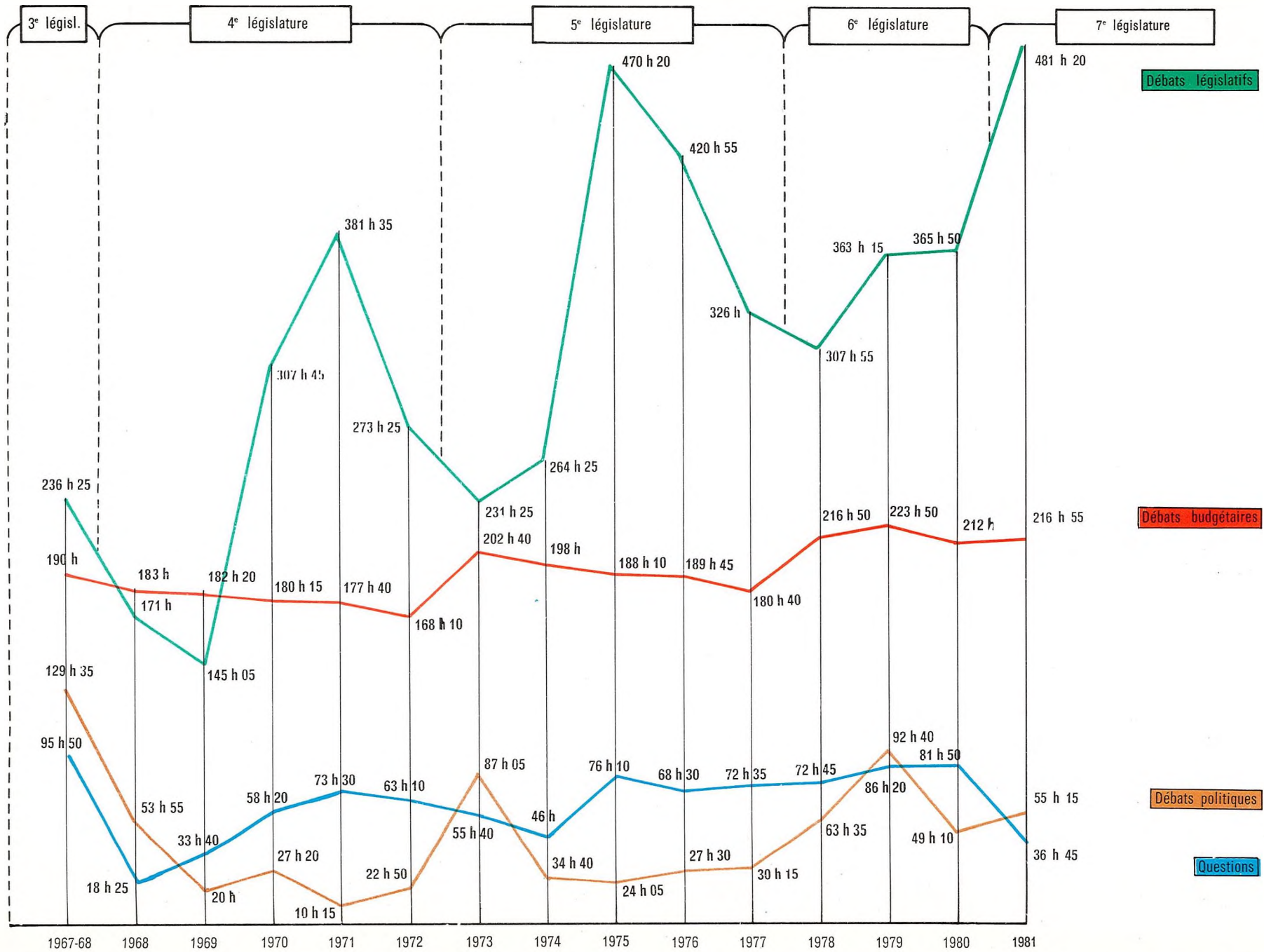
Afin de faciliter l'expédition du Bulletin, veuillez rappeler votre ancienne adresse dans votre demande.

ACTIVITÉ DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DEPUIS 1967
(Graphiques)

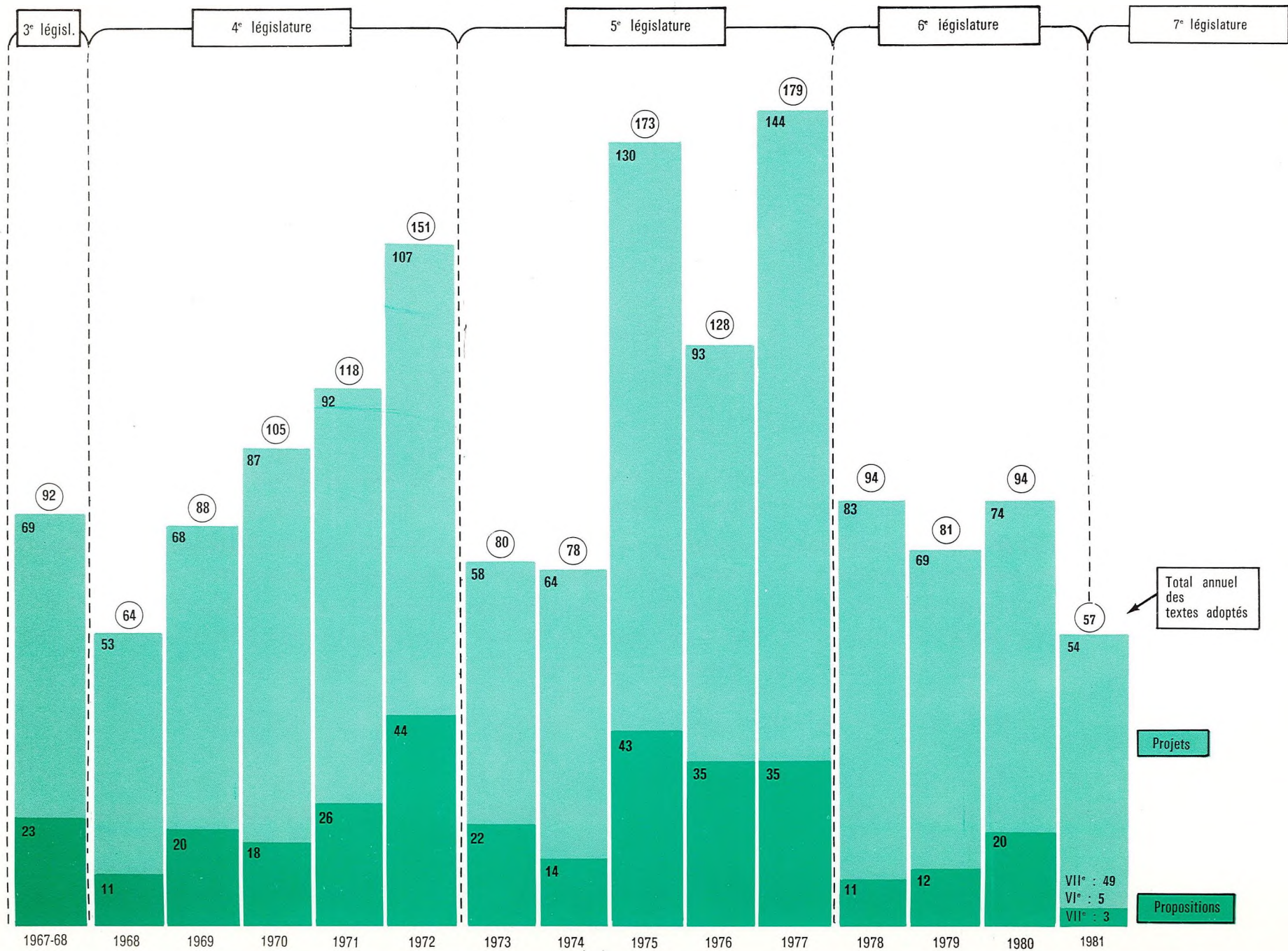
BULLETIN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Numéro spécial

Mars 1982

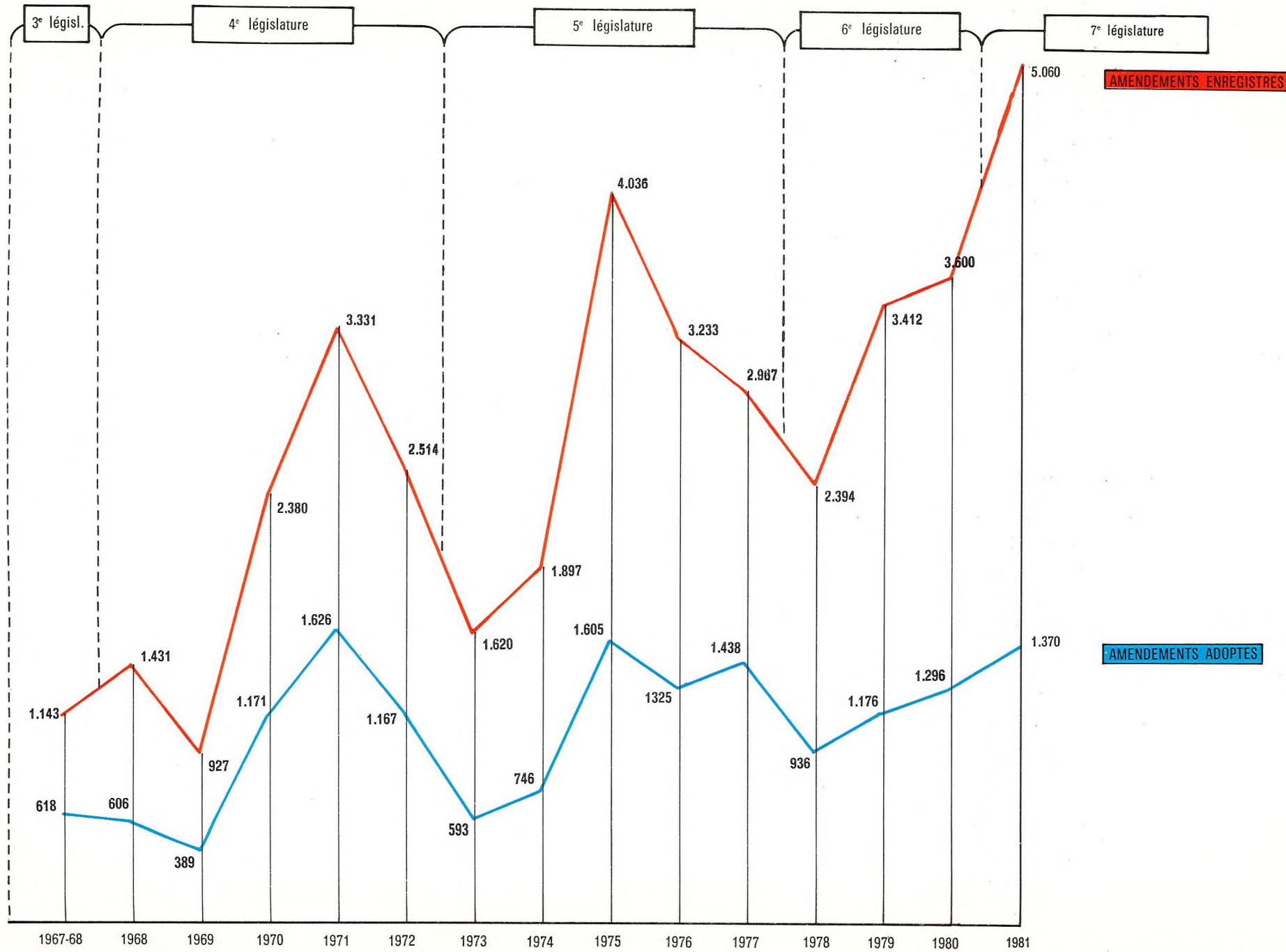
activité générale



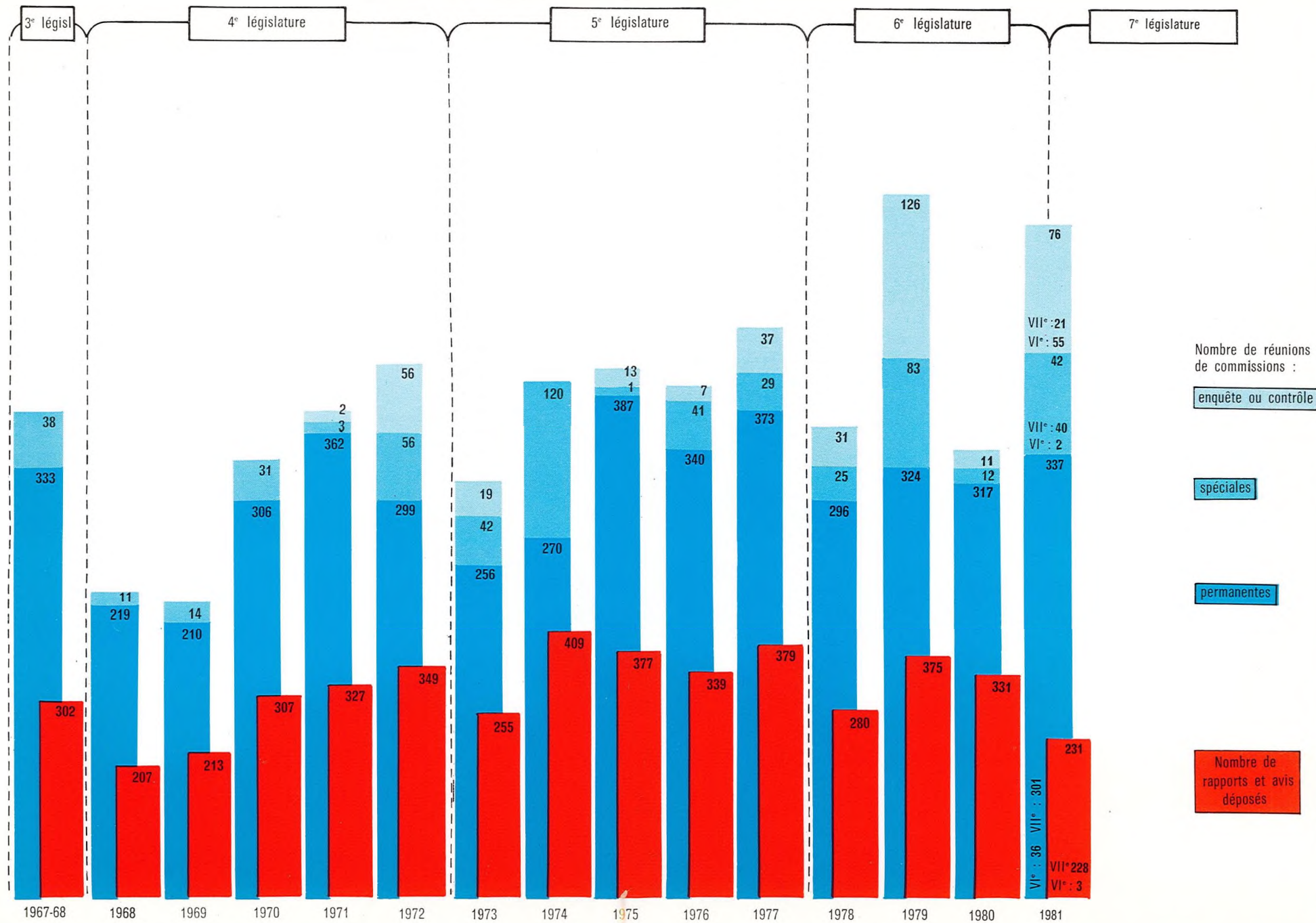
textes adoptés définitivement



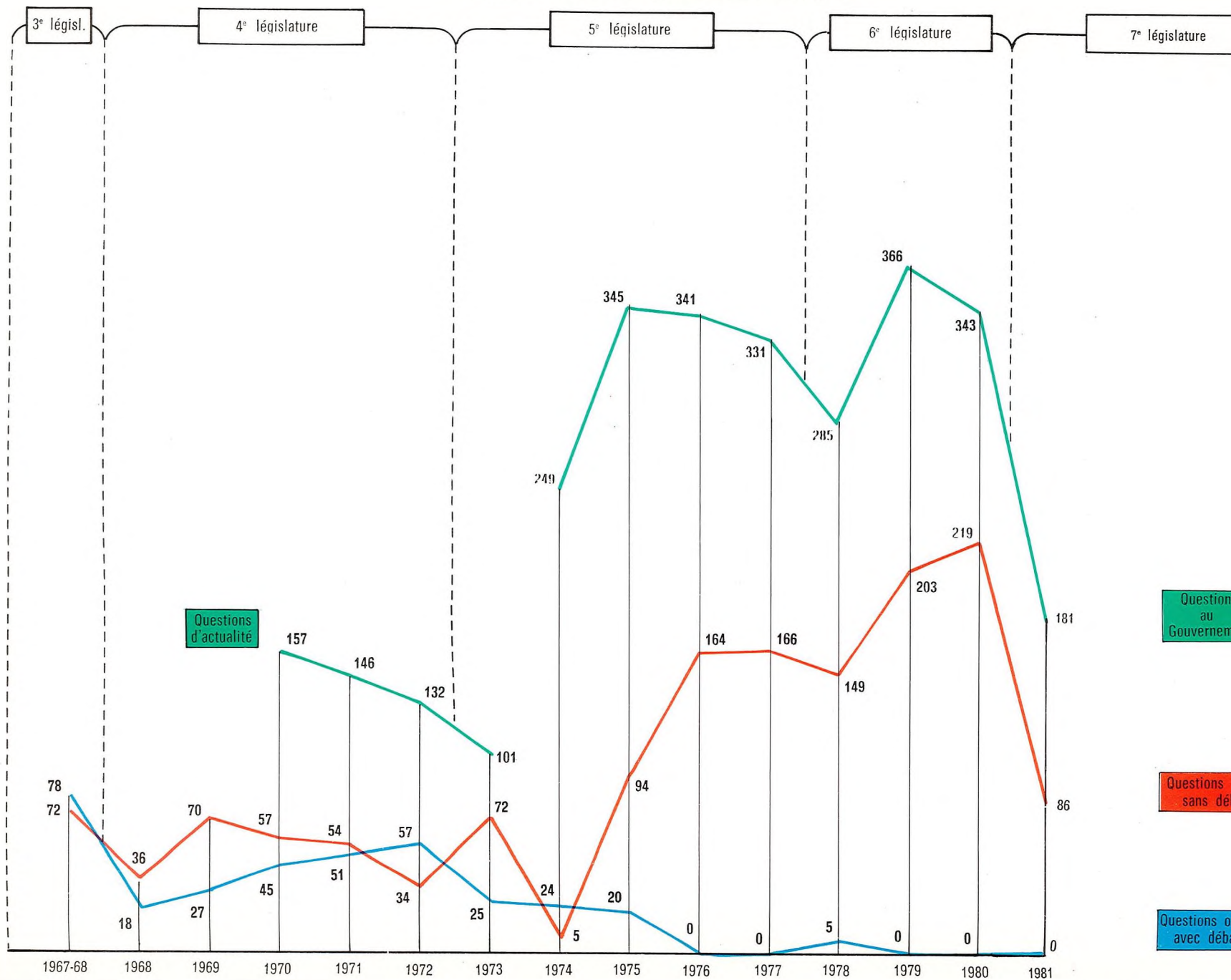
amendements



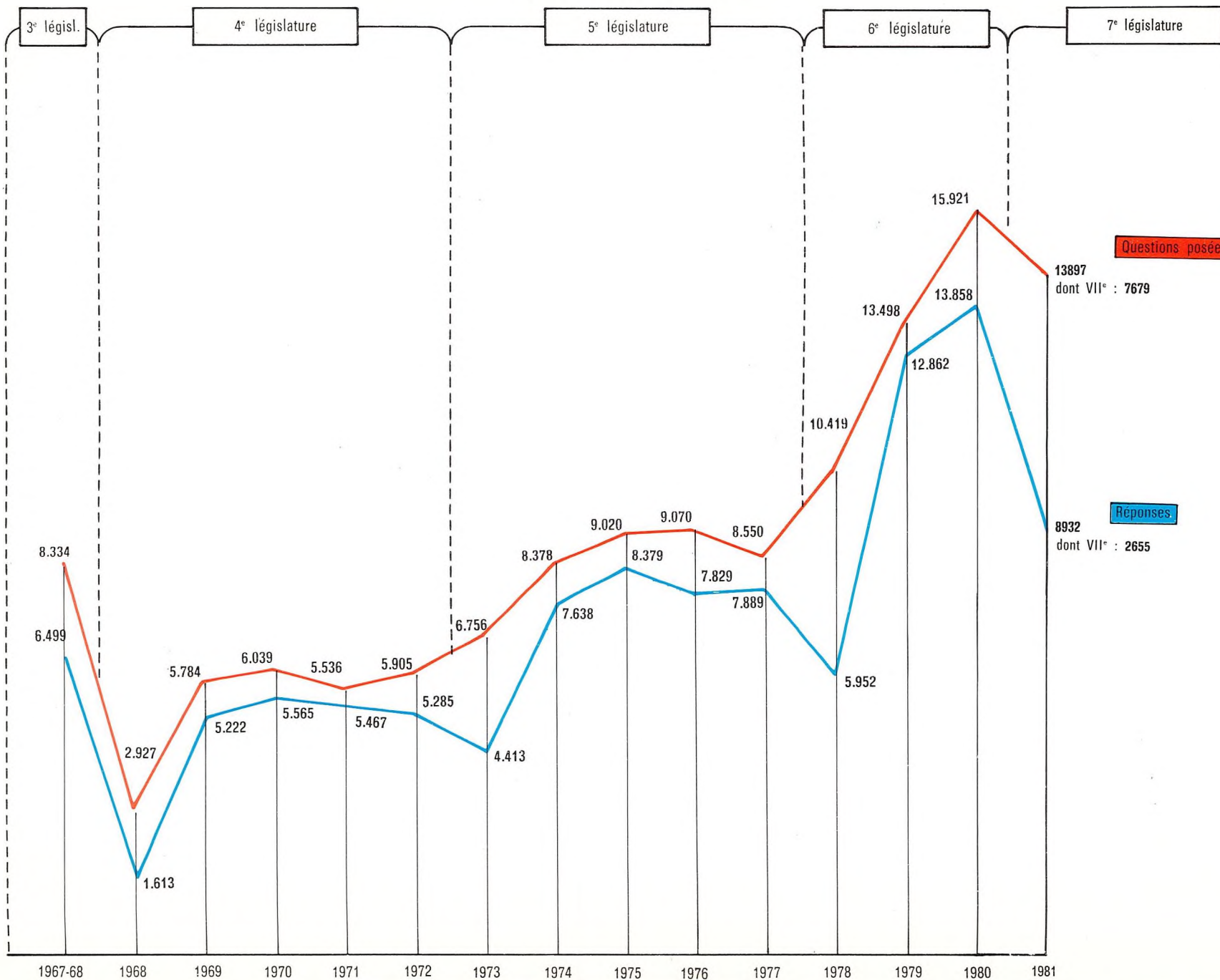
travaux des commissions



réponses aux questions orales



questions écrites



ASSEMBLÉE NATIONALE

STATISTIQUES

1981

Document établi
par le Secrétariat général de l'Assemblée nationale

AVERTISSEMENT

Les graphiques encartés dans le présent numéro retracent six aspects essentiels de **l'activité de l'Assemblée nationale depuis 1967**, date de la publication du premier recueil de statistiques annuelles :

- l'activité générale en séance publique ;
- le nombre des textes adoptés définitivement (nombre supérieur à celui des lois promulguées, en raison notamment de rapports collectifs) ;
- la part respective des amendements enregistrés et des amendement adoptés au cours des lectures successives devant l'Assemblée ;
- les travaux des commissions, mesurés par la durée des réunions d'une part, et par le nombre de rapports et d'avis d'autre part ;
- les réponses apportées par le Gouvernement aux questions orales (les questions au Gouvernement ayant pris la suite des questions d'actualité à partir de 1974) ;
- les questions écrites et les réponses ministérielles publiées au *Journal officiel*.

SOMMAIRE

	Pages
PREMIÈRE PARTIE : VI^e LÉGISLATURE (1^{er} janvier-22 mai 1981)	7
I. — Composition de l'Assemblée.	
1. Composition des groupes politiques	10
2. Modifications à la composition de l'Assemblée	10
— Remplaçants devenus députés	Annexe I 31
— Elections partielles	Annexe I 31
— Sièges vacants	Annexe I 31
3. Immunités parlementaires	10
II. — Activité générale de l'Assemblée.	
1. Séances	12
2. Journal officiel (débat)	12
3. Documents imprimés	12
III. — Travaux législatifs de l'Assemblée.	
1. Projets et propositions de loi	14
1 ^o Bilan législatif	14
a) projets	14
b) propositions	15
c) récapitulation	15
2 ^o Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive	16
3 ^o Répartition par groupe des propositions de loi	16
— Liste des textes définitivement adoptés	Annexe II 32
2. Propositions de résolution	16
3. Déroulement des séances	16
4. Procédures de vote	17
5. Contrôle de constitutionnalité	17
— Liste des décisions relatives au contrôle de la constitutionnalité. Annexe III	33
IV. — Commissions.	
1. Commissions <i>ad hoc</i>	20
— Liste des commissions <i>ad hoc</i>	Annexe IV 34
2. Commission élue spécialement (mise en accusation devant la Haute Cour de justice)	20
3. Travaux des commissions permanentes	21
4. Répartition des Rapporteurs par groupes	22

V. — Contrôle parlementaire.

1. Procédures de contrôle parlementaire	24
— Déclarations du Gouvernement	24
— Engagements de responsabilité du Gouvernement	24
— Motions de censure	24
2. Commissions d'enquête ou de contrôle	24
— Liste des commissions constituées	Annexe V 35
3. Délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française	24
4. Délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes	24
5. Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques	25
6. Questions au Gouvernement et questions orales	25
7. Questions écrites	25
A. — Année 1981 (VI ^e législature)	25
B. — Bilan de la VI ^e législature	26
 DEUXIÈME PARTIE : VII^e LÉGISLATURE (2 juillet-31 décembre 1981)	 37
 I. — Composition de l'Assemblée.	
1. Effectif de l'Assemblée nationale	40
2. Elections générales	40
3. Composition des groupes politiques	40
4. Modifications à la composition de l'Assemblée	41
— Remplaçants devenus députés	Annexe I 74
— Sièges vacants	Annexe I 74
5. Requêtes en contestation	41
6. Immunités parlementaires	41
7. Missions temporaires confiées par le Gouvernement	41
— Liste des missions temporaires	Annexe I 74
8. Mandats et fonctions antérieurement exercés	42
9. Autres mandats détenus lors de l'élection	43
10. Répartition des députés par groupe et par profession	44
11. Répartition par groupe et par âge	45
 II. — Activité générale de l'Assemblée.	
1. Séances	48
2. Journal officiel (débat)	48
3. Documents imprimés	49

	Pages
III. — Travaux législatifs de l'Assemblée.	
1. Projets et propositions de loi	52
1° Bilan législatif	52
a) projets	52
b) propositions	53
c) récapitulation	54
2° Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive	54
3° Répartition par groupe des propositions de loi	54
— Liste des textes définitivement adoptés	Annexe II 76
2. Commissions mixtes paritaires	55
— Liste des commissions mixtes paritaires	Annexe III 80
3. Propositions de résolution	55
4. Amendements	56
5. Discussion législative	57
6. Incidents de séance	57
7. Procédures de vote	58
— Liste des scrutins	Annexe IV 82
8. Contrôle de constitutionnalité	58
— Liste des décisions relatives au contrôle de constitutionnalité ..	Annexe V 102
IV. — Commissions.	
1. Commissions spéciales	60
— Liste des commissions spéciales	Annexe VI 103
2. Commissions <i>ad hoc</i>	61
	Annexe VII 104
3. Travaux des commissions permanentes	62
4. Répartition des Rapporteurs par groupe	64
V. — Contrôle parlementaire.	
1. Procédures de contrôle parlementaire	66
— Déclarations du Gouvernement	Annexe VIII 105
— Engagements de responsabilité du Gouvernement	Annexe VIII 105
— Motions de censure	Annexe VIII 105
2. Commissions d'enquête ou de contrôle	66
— Liste des commissions constituées	Annexe IX 106
3. Délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française	67
4. Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes	67
5. Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques	67
6. Questions au Gouvernement	67
7. Questions orales	69
8. Questions écrites	70
A. — Année 1981 (VII ^e législature)	70
B. — Bilan de la VII ^e législature	71

LISTE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS EMPLOYÉS

GROUPES POLITIQUES

- S. Groupe socialiste.
R.P.R. Groupe du Rassemblement pour la République.
U.D.F. Groupe Union pour la démocratie française.
C. Groupe communiste.
N.I. Députés n'appartenant à aucun groupe (non inscrits).

DIVERS

- Abst. Abstention.
Adts Amendements.
A.N. Assemblée nationale.
C.M.P. Commission mixte paritaire.
C.R. Compte rendu (*Journal officiel* des débats).
J.O. Journal officiel (Lois et Décrets).
Pj Projet de loi.
Pp Proposition de loi.
Q.E. Question écrite.
Q.O. Question orale.
-

PREMIÈRE PARTIE

VI^e LÉGISLATURE

(1^{er} janvier - 22 mai 1981) ⁽¹⁾

(1) L'Assemblée nationale a été dissoute par décret du Président de la République en date du 22 mai 1981
(J.O. Lois et Décrets n° 121 du 23 mai 1981).

I

**COMPOSITION
DE
L'ASSEMBLÉE**

1. Composition des groupes politiques.

GROUPES	AU 31 DÉCEMBRE 1980			AU 22 MAI 1981		
	Membres	Appa- rentés	Total	Membres	Appa- rentés	Total
Rassemblement pour la République	134	20	154	135	20	155
Union pour la démocratie française	106	13	119	107	12	119
Socialiste	106	11	117	105	11	116
Communiste	86	—	86	86	—	86
TOTAL DES GROUPES	432	44	476	433	43	476
Non-inscrits	14	—	14	14	—	14
TOTAL	446	44	490	447	43	490 (1)
Siège vacant			1 (2)			1 (3)
Total des sièges			491			491

2. Modifications à la composition de l'Assemblée ⁽⁴⁾.

1° Remplaçants devenus députés :

— après décès 2 (5)

2° Election partielle :

— après élection au Sénat 1 (6)

3° Siège vacant :

— élection d'un député à la Présidence de la République 1 (7)

3. Immunités parlementaires.

Demande de suspension de poursuites 1 (8) (9)

(1) Dont 21 femmes : Mme Edwige Avice (S.), Mme Myriam Barbera (C.), Mme Angèle Chavatte (C.), Mme Jacqueline Chonavel (C.), Mme Hélène Constans (C.), Mme Marie-Madeleine Dienesch (App. R.P.R.), Mme Paulette Fost (C.), Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (C.), Mme Colette Goeuriot (C.), Mme Marie-Thérèse Goutmann (C.), Mme Florence d'Harcourt (N.I.), Mme Nicole de Hauteclocque (R.P.R.), Mme Adrienne Horvath (C.), Mme Marie Jacq (S.), Mme Chantal Leblanc (C.), Mme Hélène Missoffe (App. R.P.R.), Mme Gisèle Moreau (C.), Mme Louise Moreau (U.D.F.), Mme Jeanine Porte (C.), Mme Colette Privat (C.), Mme Marie-Magdeleine Signouret (U.D.F.).

(2) 4^e circonscription de l'Eure.

(3) 3^e circonscription de la Nièvre.

(4) Voir Annexe I p. 31.

(5) Voir J.O. Lois et Décrets des 27 janvier et 17 avril 1981.

(6) Voir J.O. Lois et Décrets du 21 janvier 1981.

(7) Voir J.O. Lois et Décrets du 16 mai 1981.

(8) Voir Annexe IV p. 34.

(9) En outre, une seconde demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée a été enregistrée le 11 mai 1981 et diffusée le 15 mai 1981 (n° 2309) mais n'a pu être déposée par suite de la dissolution de l'Assemblée.

II

ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE

1. Séances.

Deuxième session ordinaire de
1980-1981 (2 avril - 22 mai
1981) (1)

Jours de séance	Nombre de séances	Débats législatifs	Débats budgé- taires	Décla- ration et censure	Questions orales	Total
2	2	—	—	—	—	0 h 50

2. Journal officiel (débat).

Nombre de pages :

— Fascicules de questions	2.313 (2)
— Débats proprement dits	10
— Annexes aux débats	11

TOTAL 2.334

3. Documents imprimés.

	NOMBRE DE DOCUMENTS			NOMBRE DE PAGES		
	Documents non budgétaires	Documents budgétaires	Total	Documents non budgétaires	Documents budgétaires	Total
Demandes de suspen- sion de poursuites ..	2	—	2	4	—	4
Projets de loi	14	—	14	238	—	238
Projet de loi adopté par le Sénat	1	—	1	136	—	136
Propositions de loi or- ganiques	2	—	2	8	—	8
Propositions de loi ..	35	—	35	178	—	178
Propositions de réso- lution	2	—	2	12	—	12
Rapport	1	—	1	16	—	16
Rapports Commissions d'enquête	2	—	2	1.592	—	1.592
Rapport Commission « ad hoc »	1	—	1	8	—	8
Rapports d'information.	3	—	3	102	—	102
Rapport Commission élue spécialement ..	1	—	1	758	—	758
TOTAUX	64	—	64	3.052	—	3.052

(1) L'Assemblée a ajourné ses travaux le 3 avril 1981.

(2) Dont 894 pages pour les périodes de session et 1.419 pages pour les périodes hors session.

III

TRAVAUX LÉGISLATIFS DE L'ASSEMBLÉE

1. PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

1° Bilan législatif.

a) PROJETS

Dépôts	Textes déposés en premier lieu		Total
	A l'Assemblée nationale	Au Sénat	
En première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} janvier 1981	12	—	12 (1)
Projets en instance à l'Assemblée nationale au 1 ^{er} janvier 1981	28	9	37
Projets en instance au Sénat au 1 ^{er} janvier 1981	13	—	13
TOTAL des projets pris en compte	53	9	62

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur C.M.P.	Total
Projets Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale.	XXXXXXXXXX XXXXXXXXXX XXXXXXXXXX	—	—	—	—	—
	Au Sénat	5	—	—	—	—	5
Projets Sénat	A l'Assemblée nationale.	—	—	—	—	—	—
	Au Sénat	XXXXXXXXXX XXXXXXXXXX XXXXXXXXXX	—	—	—	—	—
TOTAL		5	—	—	—	—	5

En instance au 22 mai 1981	A l'Assemblée nationale ..	45	4	—	—	—	49
	Au Sénat ..	8	—	—	—	—	8
TOTAL		53	4	—	—	—	57

(1) En outre, deux projets de loi d'origine A.N. et un projet de loi d'origine Sénat ont été enregistrés à la Présidence après le 3 avril 1981, dernier jour de séance de la législature, et n'ont pu être déposés par suite de la dissolution de l'Assemblée.

b) PROPOSITIONS

Dépôts	Textes déposés en premier lieu		Total
	A l'Assemblée nationale	Au Sénat	
En première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} janvier 1981	36 (1) (2)	—	36
Propositions en instance à l'Assemblée nationale au 1 ^{er} janvier 1981	1.002	33	1.035
Propositions en instance au Sénat au 1 ^{er} janvier 1981	9	1	10
TOTAL	1.047	34	1.081
Textes retirés	—	—	—
Textes déclarés irrecevables	—	—	—
TOTAL des propositions prises en compte ..	1.047	34	1.081

Adoptions définitives	Néant
-----------------------------	-------

		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Total
En instance au 22 mai 1981	A l'Assemblée nationale ...	1.065	4	2	—	1.071
	Au Sénat	9	1	—	—	10
TOTAL		1.074	5	2	—	1.081

c) RÉCAPITULATION

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées (3)
Projets	62	5	5
Propositions	1.081	—	—
TOTAL	1.143	5	5

(1) Dont une proposition de loi organique.

(2) En outre, 23 propositions ont été enregistrées à la Présidence après le 3 avril 1981, dernier jour de séance de la législature, et n'ont pu être déposées par suite de la dissolution de l'Assemblée.

(3) Voir Annexe II p. 32.

2° Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive.

PROJETS	1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 mois à 2 ans	2 à 4 ans	+ de 4 ans	Durée moyenne
Déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale					4	1				255 jours
Déposés en premier lieu au Sénat.										

3° Répartition par groupe des propositions de loi déposées en premier lieu à l'Assemblée nationale en 1981 (VI^e législature).

	R.P.R.	U.D.F.	S.	C.	N.I.	Total
Enregistrées avant le 3 avril 1981 (1)	20	10	2	4	—	36
Irrecevables (art. 40 C.)	—	—	—	—	—	—
Déposées	20	10	2	4	—	36
Adoptées définitivement	—	—	—	—	—	—

2. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

	R.P.R.	U.D.F.	S.	C.	N.I.	Total	Retraits	Adoptions
Demandes de Commissions d'enquête (2)	1	—	—	1	—	2	—	—
Demandes de suspension de poursuites (3)	—	—	—	1	—	1	—	—

3. DÉROULEMENT DES SÉANCES ⁽⁴⁾

Incidents de séance :

Rappels au Règlement 4

(1) Dernier jour de séance de la législature.

(2) Voir contrôle parlementaire p. 24 et Annexe V p. 35.

(3) En outre, une seconde demande de suspension de poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée a été enregistrée le 11 mai 1981 et diffusée le 15 mai 1981 (n° 2309) mais n'a pu être déposée par suite de la dissolution de l'Assemblée.

(4) Au cours des deux séances que l'Assemblée a tenues en 1981 au titre de la sixième législature, pour un total de 0 h 50, aucune discussion législative n'a eu lieu.

4. PROCÉDURES DE VOTE

Scrutins :

Scrutins publics ordinaires (1) :	
— sur des questions de procédure	1

5. CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITÉ (2)

Décisions du Conseil constitutionnel :

— Application de l'article 37 (al. 2) de la Constitution	1
Caractère législatif	—
Caractère partiellement législatif	—
Caractère réglementaire	1

(1) Il s'agit du scrutin n° 584 du 3 avril 1981 sur la demande de suspension de séance formulée par M. Ducloné (inscription à l'ordre du jour de la proposition ajoutant le 8 mai sur la liste des jours fériés) : Pour : 202. — Contre : 282. — Abstentions : 3.

(2) Voir Annexe III p. 33.

IV

COMMISSIONS

1. Commissions ad hoc ⁽¹⁾.

1° Constitution de commissions ad hoc : 1.

2° Travaux de la commission ad hoc.

	Demande de suspension de poursuites n° 2265 de M. André Lajoinie
Séances	2
— soit en heures	0 h 50
Auditions :	
— de l'auteur de la demande	1
— des députés intéressés	1
Rapports déposés	— (2)
Résolutions adoptées	—

2. Commission élue spécialement pour l'examen d'une proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice ⁽³⁾.

	Commission élue spécialement
Séances	2
— soit en heures	5 h 40
Auditions	—
Rapport déposé	1 (4)

(1) Voir Annexe IV p. 34.

(2) Le rapport de la commission ad hoc a été enregistré le 30 avril 1981 et diffusé le 14 mai 1981 (n° 2307).

(3) Commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution (n° 1641) présentée par M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues, portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, du 28 mai 1974 au 30 mars 1977.

(4) Rapport (n° 2250) de M. Gérard Longuet déposé le 2 avril 1981.

3. Travaux des Commissions permanentes ⁽¹⁾.

	Affaires culturelles	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois constitu- tionnelles	Production Echanges	Total
Séances	3	4	1	1	20	7	36
— soit en heures	6 h	7 h 45	0 h 30	0 h 45	34 h 10	13 h 45	62 h 55
— dont examen budgétaire	—	—	—	—	—	—	—
Auditions :							
— de ministres	2	2	—	—	4	1	9
— de personnalités di- verses	—	—	—	—	—	7	7
EXAMEN DES TEXTES :							
Textes renvoyés en première lecture :							
— Projets	2	9	—	—	1	—	12
— Propositions	14	—	2	6	12	2	36
— Propositions de résolu- tion	—	—	—	—	2	—	2
TOTAUX	16	9	2	6	15	2	50
Rapports déposés :							
<i>En première lecture :</i>							
— Projets	—	1	—	—	—	—	1
— Propositions	—	—	—	—	—	—	—
— Propositions de résolu- tion	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	1	—	—	—	—	1
<i>Autres lectures :</i>							
— Projets	—	—	—	—	—	—	—
— Propositions	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL des rapports déposés	—	1	—	—	—	—	1
Examen pour avis :							
— Lois de finances	—	—	—	—	—	—	—
— Autres projets de loi ..	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	—	—	—	—	—

(1) Sur les travaux des Commissions, voir le Bulletin des commissions et sa table annuelle.

	Affaires culturelles	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois constitutionnelles	Production Echanges	Total
Textes adoptés définitivement :							
— Projets	—	5 (1)	—	—	—	—	5
— Propositions	—	—	—	—	—	—	—
— Propositions de résolution	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	5	—	—	—	—	5
— Rapports auxquels ces textes ont donné lieu	—	—	—	—	—	—	—

4. Répartition des Rapporteurs par groupe politique ⁽²⁾.

		R.P.R.	U.D.F.	S.	C.	N.I.	Total
COMMISSIONS SAISIES AU FOND	Rapporteurs désignés :						
	- Commissions permanentes	4	3	2	1	—	10
	Rapporteurs ayant déposé leur rapport :						
	- Rapporteurs de commissions permanentes	1	—	—	—	—	1
	- Rapporteurs de commissions d'enquête ou de contrôle	1	1	—	—	—	2
COMMISSIONS SAISIES POUR AVIS	Rapporteurs désignés :						
	- Commissions permanentes	—	—	—	—	—	—
	Rapporteurs ayant déposé leur avis :	—	—	—	—	—	—

(1) Textes adoptés définitivement au Sénat.

(2) Non compris les commissions « ad hoc » et la commission « élue spécialement ».

V

CONTROLE PARLEMENTAIRE

1. Procédures de contrôle parlementaire.

1° Déclarations du Gouvernement	—
2° Engagements de responsabilité	—
3° Motions de censure	—

2. Commissions d'enquête ou de contrôle ⁽¹⁾.

	Commissions d'enquête	Commissions de contrôle
Demandes :		
Déposées	2	—
Retirées	—	—
Discutées en séance publique	—	—
Rejets	—	—
Commissions constituées	—	—
Nombre de séances tenues	55	—
Rapports déposés	2 (2)	—

3. Délégation parlementaire pour la radiodiffusion - télévision française ⁽³⁾.

Nombre de réunions	2
Nombre d'auditions :	
— de ministres	3
— de personnalités diverses	3
Avis rendus au Gouvernement	0

4. Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes ⁽⁴⁾.

— Nombre de réunions	4
— Nombre de rapports examinés et ayant fait l'objet de conclusions	10

(1) Voir Annexe V p. 35.

(2) Il s'agit des rapports de la commission d'enquête sur les problèmes de l'industrie textile (n° 2254) et de la commission d'enquête sur la langue française (n° 2311) qui avaient été constituées en 1980.

(3) Cette délégation, constituée en application de l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974, relative à la radiodiffusion et à la télévision, comprend, outre les rapporteurs généraux des commissions des Finances des Assemblées, les rapporteurs spéciaux des mêmes commissions et les rapporteurs des commissions des Affaires culturelles chargés de la radiodiffusion et de la télévision, cinq députés et trois sénateurs désignés de façon à assurer une représentation équilibrée des groupes politiques.

(4) Cette délégation, constituée en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979, comprend dix-huit membres désignés de manière à assurer une représentation proportionnelle des groupes politiques.

5. Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ⁽¹⁾.

— Nombre de réunions —

6. Questions au Gouvernement et questions orales.

L'Assemblée nationale n'ayant siégé que les 2 et 3 avril 1981, aucune séance de questions n'a eu lieu pendant la seconde session ordinaire.

7. Questions écrites.

A. — ANNÉE 1981 (VI^e LÉGISLATURE)

a) Questions et réponses par groupe politique.

Appartenances politiques	Nombre de questions déposées	Nombre de questions après retraits et transformations	Nombre de réponses (2)
R.P.R.	1.757	1.725	1.760
U.D.F.	1.011	1.001	1.206
S.	2.260	2.239	2.123
C.	1.110	1.090	1.066
N.I.	80	77	122
TOTAL	6.218	6.132	6.277

(1) Cette délégation, constituée en application de la loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979, relative à l'interruption volontaire de grossesse, comprend vingt-cinq membres, quinze députés et dix sénateurs désignés par chacune des Assemblées de manière à assurer une représentation proportionnelle des groupes politiques.

(2) Les réponses publiées en 1981 sont en partie relatives aux questions des années 1978, 1979 et 1980.

b) Questions et réponses par département ministériel.

Départements ministériels	Nombre de questions déposées	Nombre de questions après retraits et transformations	Nombre de réponses (1)
Premier ministre	92	85	42
Affaires étrangères	132	131	142
Agriculture	448	442	372
Anciens combattants	125	124	125
Budget	741	733	745
Commerce et Artisanat	76	76	36
Commerce extérieur	28	27	27
Coopération	15	15	15
Culture et Communication	105	93	101
Défense	155	150	151
Départements et Territoires d'outre-mer ..	10	10	16
Economie	190	189	100
Education	538	538	593
Environnement et Cadre de vie	350	346	438
Famille et Condition féminine	20	20	14
Fonction publique	104	104	92
Formation professionnelle	14	14	19
Industrie	281	280	189
Industries agricoles et alimentaires	10	10	17
Intérieur	337	333	322
Jeunesse, Sports et Loisirs	108	106	128
Justice	195	193	225
Postes et Télécommunications et Télé- diffusion	203	200	212
Recherche	17	17	7
Réformes administratives	3	3	1
Relations avec le Parlement	4	4	0
Santé et sécurité sociale	1.086	1.067	1.346
Transports	327	324	353
Travail et Participation	363	360	296
Universités	141	138	153
TOTAL	6.218	6.132	6.277

(1) Les réponses publiées en 1981 sont en partie relatives aux questions des années 1978, 1979 et 1980.

B. — BILAN DE LA VI^e LÉGISLATURE

a) Questions et réponses par groupe politique.

Appartenances politiques	Nombre de questions déposées	Nombre de questions après retraits et transformations	Réponses		Réponses publiées dans les délais réglementaires (2 mois)		Réponses publiées au-delà des délais réglementaires	
			Nombre	Pourcentage des questions	Nombre	Pourcentage des questions	Nombre	Pourcentage des questions
R.P.R.	12.327	12.109	10.276	84,86	3.349	27,66	6.927	57,20
U.D.F.	7.960	7.859	6.886	87,62	2.282	29,04	4.604	58,58
S.	14.233	14.046	11.939	85	4.427	31,52	7.512	53,48
C.	10.368	10.177	8.842	86,88	2.929	28,78	5.913	58,10
N.I.	1.175	1.146	1.004	87,61	342	29,84	662	57,77
TOTAL	46.063	45.337	38.947	85,90	13.329	29,40	25.618	56,50

b) Questions et réponses par département ministériel.

Départements ministériels	Nombre de questions déposées	Nombre de questions après retraits et transformations	Réponses		Réponses publiées dans les délais réglementaires (2 mois)		Réponses publiées au-delà des délais réglementaires	
			Nombre	Pourcentage des questions	Nombre	Pourcentage des questions	Nombre	Pourcentage des questions
1. Postes et Télécommunications et télédiffusion .	1.508	1.496	1.424	95,18	1.304	87,16	120	08,02
2. Jeunesse, Sports et Loisirs.	1.045	1.021	971	95,10	613	60,04	358	35,06
3. Anciens combattants	781	778	738	94,85	465	59,77	273	35,08
4. Défense	1.092	1.073	1.014	94,50	602	56,10	412	38,40
5. Education	4.713	4.686	4.419	94,30	1.878	40,08	2.541	54,22
6. Justice	1.386	1.363	1.284	94,20	802	58,84	482	35,36
7. Environnement et Cadre de vie	2.372	2.326	2.122	91,22	500	21,49	1.622	69,73
8. Transports	2.647	2.609	2.348	89,99	1.182	45,30	1.166	44,69
9. Intérieur	2.540	2.508	2.212	88,19	1.120	44,65	1.092	43,54
10. Budget	5.530	5.423	4.690	86,48	863	15,91	3.827	70,57
11. Fonction publique	687	681	588	86,34	355	52,13	233	34,21
12. Santé et Sécurité sociale .	7.002	6.902	5.858	84,87	1.088	15,76	4.770	69,11
13. Affaires étrangères	1.230	1.214	1.029	84,76	461	31,97	568	46,79
14. Formation professionnelle.	63	60	50	83,33	15	25,00	35	58,33
15. Agriculture	3.084	3.032	2.504	82,58	619	20,41	1.885	62,17
16. Coopération	92	89	73	82,02	28	31,46	45	50,56
17. Economie	1.389	1.373	1.106	80,55	204	14,86	902	65,69
18. Culture et Communication.	864	845	676	80,00	173	20,47	503	59,53
19. Travail et Participation ..	2.872	2.815	2.235	79,39	388	13,78	1.847	65,61
20. Recherche	88	86	67	77,90	18	20,93	49	56,97
21. Industrie	2.360	2.315	1.745	75,37	137	05,91	1.608	69,46
22. Industries agricoles et alimentaires	79	77	57	74,02	16	20,78	41	53,24
23. Universités	916	897	663	73,91	202	22,52	461	51,39
24. Départements et Territoires d'outre-mer	263	255	188	73,72	94	36,86	94	36,86
25. Commerce extérieur	158	154	109	70,77	10	06,49	99	64,28
26. Relations avec le Parlement	17	17	12	70,58	7	41,17	5	29,41
27. Premier ministre	510	478	310	64,85	118	24,68	192	40,17
28. Commerce et Artisanat ..	542	533	344	64,54	39	07,32	305	57,22
29. Famille et Condition féminine	229	227	110	48,45	28	12,33	82	36,12
30. Réformes administratives .	4	4	1	25,00	0	00,00	1	25,00
TOTAL	46.063	45.337	38.947	85,90	13.329	29,40	25.618	56,50

ANNEXES

(VI^e législature.)



ANNEXE I

MODIFICATIONS A LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

Remplaçants devenus députés après :

	Date du décès	Circonscription
— <i>Décès</i> (J.O. Lois et Décrets des 27 janvier 1981 et 17 avril 1981) :	—	—
M. François Asensi (C.) en remplacement de Robert Ballanger (C.)	26-1-1981	Seine-Saint-Denis (8°)
M. Roger Lestas (U.D.F.) en remplacement de René de Branche (U.D.F.)	15-4-1981	Mayenne (3°)

Elections partielles après :

— *Election du titulaire au Sénat* (J.O. Lois et Décrets du 21 janvier 1981) :

Député élu sénateur	Député élu	Date de l'élection	Circonscription
—	—	—	—
M. René Tomasini (R.P.R.)	M. Jacques Tailleur (R.P.R.)	18-1-1981	Eure (4°)

Siège vacant au 22 mai 1981 :

Cause de la vacance	Député concerné	Date de la vacance	Circonscription
—	—	—	—
Démission d'un député (1)	M. François Mitterrand (S.)	21-5-1981	Nièvre (3°)

(1) Démission de M. François Mitterrand à compter de sa prise de fonction en qualité de Président de la République.

ANNEXE II

TEXTES ADOPTÉS DÉFINITIVEMENT AU COURS DE L'ANNÉE 1981 (VI^e LÉGISLATURE) (1)

Affaires étrangères.

- Loi n° 81-348 du 15 avril 1981 (*J.O.* du 16 avril 1981) — Convention des Nations-unies sur le transport de marchandises par mer (Pj).
- Loi n° 81-349 du 15 avril 1981 (*J.O.* du 16 avril 1981) — Accord France-Comores (coopération économique, coopération monétaire et convention relative au concours militaire technique français) (Pj).
- Loi n° 81-350 du 15 avril 1981 (*J.O.* du 16 avril 1981) — Convention France-Comores (concours en personnel) (Pj).
- Loi n° 81-351 du 15 avril 1981 (*J.O.* du 16 avril 1981) — Convention France-Suède (sécurité sociale) (Pj).
- Loi n° 81-357 du 15 avril 1981. (*J.O.* du 17 avril 1981) — Approbation convention internationale du travail n° 111 (Pj).

(1) Le texte de ces lois, une table chronologique et une table analytique figurent dans le « Recueil des Lois » n° 46 (Lois promulguées le 15 avril 1981) publié par les soins du Secrétariat général de l'Assemblée nationale.

ANNEXE III

DÉCISIONS RELATIVES AU CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITÉ

DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution.

Date de la décision —	Publication <i>J.O.</i> —	Objet —	Décision —
9-3-1981 n° 80-121 L	11-3-1981	Disposition autorisant les sociétés de développement régional à consentir des prêts à certaines entreprises et à donner leur garantie aux emprunts contractés par ces entreprises.	Réglementaire.

ANNEXE IV

COMMISSION « AD HOC »

Demande	Nomination des membres de la commission ad hoc	Nomination du bureau de la commission ad hoc	Rapport	Suite de la procédure
Demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 2265), présentée par M. André Lajoinie déposée le 2 avril 1981.	<i>J.O.</i> du 4 avril 1981	<i>J.O.</i> du 8 avril 1981	N° 2307 de M. Philippe Séguin (1)	—

(1) Rapport enregistré le 30 avril 1981 et diffusé le 14 mai 1981.

ANNEXE V

COMMISSIONS D'ENQUÊTE OU DE CONTROLE

Proposition de résolution	CONSTITUTION de la commission d'enquête ou de contrôle			NOMBRE de réunions tenues	RAPPORT de la commission d'enquête ou de contrôle		
	Rapport de la commission des Lois	Décision de l'Assemblée	Nomination du Bureau		Prise d'acte du dépôt du rapport	Expiration du délai d'opposition à la publication	Numéro du document
- N° 1916 de M. Claude Labbé (R. P. R.), n° 1920 de M. Gaston Defferre (S.) et n° 1993 de M. Robert Ballanger (C.) : Commission d'enquête sur la langue française.	N° 2058 déposé le 13-11-1980	Adoption 10-12-1980	16-12-1980	26	15-5-1981	21-5-1981 pas d'opposition	2311
- N° 1935 de M. Philippe Séguin (R.P.R.) : Commission d'enquête sur les problèmes de l'industrie textile.	N° 2027 déposé le 5-11-1980	Adoption 16-12-1980	18-12-1980	29	18-3-1981	24-3-1981 pas d'opposition	2254

DEUXIÈME PARTIE

VII^e LÉGISLATURE

(2 juillet - 31 décembre 1981)

I

**COMPOSITION
DE
L'ASSEMBLÉE**

1. Effectif de l'Assemblée nationale.

Nombre total de députés :

— Départements métropolitains	474
— Départements d'outre-mer	11
— Territoires d'outre-mer	5
— Mayotte	1
Total	491

2. Elections générales.

Elus au premier tour (14 juin 1981) ⁽¹⁾	157
Elus au second tour (21 juin 1981) ⁽²⁾	334

3. Composition des groupes politiques.

GROUPES	AU 2 JUILLET 1981 (3)			AU 31 DÉCEMBRE 1981		
	Membres	Appa- rentés	Total	Membres	Appa- rentés	Total
Socialiste	265	20	285	267	17	284
Rassemblement pour la République	79	9	88	77	10	87
Union pour la démocratie française	51	11	62	51	11	62
Communiste	43	1	44	43	1	44
TOTAL DES GROUPES	438	41	479	438	39	477
Non inscrits	12 (3)	—	12	10	—	10
TOTAL	450	41	491 (4)	448	39	487 (5)
Sièges vacants	—	—	—	—	—	4 (6)
Total des sièges	450	41	491	448	39	491

- (1) Le siège de la deuxième circonscription de Polynésie française a été pourvu au premier tour le 21 juin 1981.
(2) Les sièges de la circonscription de Wallis et Futuna et de la première circonscription de Polynésie française ont été pourvus au second tour les 28 juin et 5 juillet 1981.
(3) Compte tenu de l'élection de M. Jean Juventin le 5 juillet 1981.
(4) Dont 26 femmes.
(5) Dont 28 femmes : Mme Denise Cacheux (S.), Mme Colette Chaigneau (App. S.), Mme Nelly Commergnat (S.), Mme Lydie Dupuy (S.), Mme Berthe Fievet (S.), Mme Martine Frachon (S.), Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (C.), Mme Françoise Gaspard (S.), Mme Colette Gocuriot (C.), Mme Gisèle Hallmi (App. S.), Mme Florence d'Harcourt (App. R.P.R.), Mme Nicole de Hauteclouque (R.P.R.), Mme Adrienne Horváth (C.), Mme Marie Jacq (S.), Mme Muguette Jacquaint (C.), Mme Marie-France Lecuir (S.), Mme Hélène Missoffe (App. R.P.R.), Mme Christiane Mora (S.), Mme Louise Moreau (U.D.F.), Mme Véronique Nelertz (S.), Mme Paulette Nevoux (S.), Mme Jacqueline Osselin (S.), Mme Marie-Thérèse Patrat (S.), Mme Eliane Provost (S.), Mme Odile Sicard (S.), Mme Renée Soum (S.), Mme Marie-Josephe Sublet (S.), Mme Ghislaine Toutain (S.).
(6) Annulation d'élections par le Conseil constitutionnel dans les deuxième et douzième circonscriptions de Paris, troisième circonscription de la Marne et quatrième circonscription de la Seine-et-Marne.

4. Modifications à la composition de l'Assemblée ⁽¹⁾.

1° Remplaçants devenus députés :		
— après décès	1	
— après nomination à des fonctions ministérielles ..	31	
2° Sièges vacants au 31 décembre 1981 :		
— après annulation d'élections	4	(2)

5. Requêtes en contestation.

— Contestations enregistrées :		
Nombre total de requêtes	63	(3)
• <i>Nombre de sièges concernés</i>	54	
— Décisions du Conseil constitutionnel :		
a) Rejets :		
Nombre de requêtes rejetées	58	(4)
• <i>Nombre de sièges concernés</i>	50	
b) Annulations :		
Nombre de requêtes suivies d'annulation	5	
• <i>Nombre de sièges concernés</i>	4	(2)

6. Immunités parlementaires ⁽⁵⁾.

Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée	1
---	---

7. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾.

— <i>Nombre de parlementaires concernés</i>	8
---	---

(1) Voir Annexe I, p. 74.

(2) Il s'agit des deuxième et douzième circonscriptions de Paris, troisième circonscription de la Marne et quatrième circonscription de Seine-et-Marne.

(3) Dont une dirigée contre les opérations électorales dans cinq circonscriptions différentes et deux non dirigées contre l'élection d'un député dans une circonscription déterminée.

(4) Dont deux ont fait l'objet de décisions donnant acte du désistement du requérant.

(5) Voir Annexe VII, p. 104.

8. Mandats et fonctions antérieurement exercés.

DESIGNATION (1)	S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	Total	Députés nommés ministres (2)
<i>Anciens députés :</i>							
Avant 1940	—	1	—	—	—	1	—
De 1944 à 1945 :							
Assemblée consultative Alger	—	—	—	—	—	—	—
Assemblée consultative Paris	—	2	—	—	—	2	2
En 1946 :							
Première Assemblée constituante	1	3	—	2	—	6	1
Seconde Assemblée constituante	1	3	—	2	—	6	1
De 1946 à 1951	1	3	1	3	—	8	1
De 1951 à 1955	3	4	1	2	—	10	2
De 1956 à 1958	5	3	3	4	—	15	3
De 1958 à 1962	4	14	5	1	1	25	1
De 1962 à 1967	9	26	5	11	2	53	2
De 1967 à 1968	15	44	9	14	2	84	6
De 1968 à 1973	11	55	16	9	3	94	4
De 1973 à 1978	44	63	32	26	6	171	16
De 1978 à 1981	87	81	55	38	8	269	26
<i>Anciens sénateurs :</i>							
De 1947 à 1958	1	3	1	—	—	5	—
De 1959 à 1981	5	3	2	—	—	10	1
<i>Anciens membres :</i>							
— de l'A.U.F.	—	1	—	1	—	2	1
— du Conseil économique et social ..	—	3	1	—	—	4	—
<i>Anciens Présidents du Conseil ou Premiers ministres</i>							
—	—	5	1	—	—	6	1
<i>Anciens membres du Gouvernement :</i>							
Gouvernement provisoire	—	—	—	1	—	1	—
Constitution de 1946	—	3	1	—	—	4	2
Constitution de 1958	3	22	13	—	1	39	30

(1) Dans ce tableau et dans les tableaux qui suivent, les députés apparentés à un groupe politique ont été pris en compte dans la colonne correspondant à ce groupe.

(2) Les chiffres figurant dans cette colonne ne concernent que les députés nommés ministres au début de la législature et ne sont pas compris dans la colonne « Total » qui vise seulement les députés en fonction.

9. Autres mandats détenus lors de l'élection.

DÉSIGNATION	S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	Total	Députés nommés ministres
Maires	121	43	31	25	6	226	19
Conseillers généraux	140	39	32	15	7	233	14
Présidents de Conseil généraux	12	4	4	—	—	20	1
Assemblées d'outre-mer	—	2	—	—	—	2	—
Conseillers de Paris	6	10	3	—	—	19	—
.....
Membres de Conseils de communautés urbaines	7	4	3	—	—	14	2
Présidents de Conseils de communautés urbaines	4	—	—	—	—	4	—
.....
Membres du Conseil régional d'Ile-de-France	6	11	4	4	—	25	1

10. Répartition des députés par groupe et par profession ⁽¹⁾.

PROFESSIONS	S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	Total	M. (2)
<i>Patrons et travailleurs indépendants :</i>							
Exploitants agricoles	1	2	4	3	—	10	—
Patrons de l'industrie et du commerce .	1	9	2	—	—	12	—
Médecins	19	6	5	1	—	31	1
Dentistes	—	1	—	—	—	1	—
Pharmaciens	1	1	—	—	—	2	—
Vétérinaires	1	2	2	—	1	6	—
Autres professions sociales et de santé .	4	—	—	—	—	4	—
Avocats	15	4	6	—	—	25	2
Notaires	—	—	1	—	—	1	—
Professions d'étude, de conseil et d'assistance	5	4	6	—	—	15	2
Autres travailleurs indépendants	3	2	—	—	—	5	1
Officiers publics et ministériels	—	—	—	—	—	—	—
Professions littéraires, artistiques et scientifiques	3	2	—	—	—	5	1
<i>Salariés du secteur privé :</i>							
Salariés agricoles	—	—	—	1	—	1	—
Ouvriers du secteur privé	4	—	—	13	—	17	1
Employés du secteur privé	2	—	—	2	—	4	—
Cadres moyens et techniciens du secteur privé	7	1	1	2	—	11	—
Ingénieurs du secteur privé	7	5	1	—	—	13	—
Cadres supérieurs du secteur privé	12	11	11	—	1	35	3
Enseignement privé	1	1	1	—	—	3	—
Journalistes	7	3	1	2	—	13	3
Assistants parlementaires	6	—	—	—	—	6	—
<i>Salariés du secteur public et parapublic :</i>							
Inspection des finances	1	1	1	—	—	3	1
Conseil d'Etat et tribunaux administratifs	8	3	—	—	—	11	3
Cour des comptes	1	3	3	—	—	7	—
Diplomatie	1	3	—	—	—	4	—
Corps préfectoral et administration de la France d'outre-mer	—	2	1	—	—	3	—
Administrateurs civils et assimilés	5	1	4	—	—	10	1
Ingénieurs de l'Etat	2	3	1	—	1	7	—
Autres fonctionnaires de l'administration centrale	5	—	—	—	1	6	—
Cadres administratifs des services extérieurs	4	—	—	—	1	5	—
Cadres techniques des services extérieurs	2	—	—	—	—	2	—
Magistrats	1	1	—	—	—	2	—
Armée et Police	—	2	2	—	—	4	—
Enseignement primaire	19	1	—	6	1	27	—
Enseignement secondaire	77	2	2	7	4	92	3
Enseignement supérieur	41	3	4	—	—	48	8
Agents des collectivités locales	3	1	—	1	—	5	—
Personnel des organisations internationales	—	—	2	—	1	3	—
Cadres des établissements publics et entreprises nationales	10	3	—	—	—	13	1
Employés des établissements publics et entreprises nationales	2	—	—	3	—	5	—
Ouvriers des établissements publics et entreprises nationales	2	—	—	2	—	4	—
Contractuels de la Fonction publique ..	1	2	—	—	—	3	—
<i>Sans profession</i>	1	3	1	1	1	7	—
TOTAL	285	88	62	44	12	491	31

(1) Etablie d'après les déclarations des intéressés. Les retraités sont rattachés à leur ancienne catégorie professionnelle.

(2) Ministres et secrétaires d'Etat.

11. Répartition par groupe et par âge (au 2 juillet 1981).

AGE	S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	Total
De 27 à 30 ans	5	3	—	—	—	8
De 31 à 35 ans	23	1	2	3	1	30
De 36 à 40 ans	57	5	6	2	2	72
De 41 à 45 ans	66	3	7	7	2	85
De 46 à 50 ans	50	8	5	4	2	69
De 51 à 55 ans	27	15	15	6	1	64
De 56 à 60 ans	35	19	17	4	2	77
De 61 à 65 ans	7	20	6	10	2	45
De 66 à 70 ans	9	11	4	5	—	29
Plus de 70 ans	6	3	—	3	—	12
TOTAUX	285	88	62	44	12	491

Moyenne d'âge par groupe parlementaire.

S.	46 ans 5 mois
R.P.R.	56 ans 3 mois
U.D.F.	52 ans 7 mois
C.	54 ans 9 mois
N.I.	48 ans 4 mois

Moyenne d'âge générale des députés : 49 ans 10 mois.

II

ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE



1. Séances.

	Jours de séance	Nombre de séances	Débats législatifs	Débats budgétaires	Déclaration et censure	Questions orales	Total
Session de droit (2-16 juillet 1981)	8	11	19 h 25	—	9 h 20	3 h 05	31 h 50
Première session extraordinaire de 1980-1981 (17 juillet-2 août 1981) (1)	10	25	85 h 15	—	—	—	85 h 15
Deuxième session extraordinaire de 1980-1981 (8 septembre-1 ^{er} octobre 1981) (2)	14	28	93 h 05	—	9 h 25	—	102 h 30
Première session ordinaire de 1981-1982 (2 octobre-20 décembre 1981)	61	153	278 h 15	216 h 55	35 h 30	33 h 40	564 h 20
Première session extraordinaire de 1981-1982 (21 décembre-23 décembre 1981) (3)	3	3	5 h 20	—	1 h 00	—	6 h 20
TOTAUX	96	220	481 h 20	216 h 55	55 h 15	36 h 45	790 h 15

2. Journal officiel (débat).

Nombre de pages :

— Fascicules de questions	1.511	(4)
— Débats proprement dits	4.707	(5)
— Annexes aux débats	471	(6)
TOTAL	6.689	

- (1) Session tenue à la demande du Premier ministre pour l'examen de dix-sept projets de loi (onze traités et conventions, amnistie [n° 226], suppression de la Cour de sûreté de l'Etat [n° 77], Cour de cassation [n° 116], prix du livre [n° 251], premier collectif pour 1981 [n° 3], création de l'O.N.U.D.I. [n° 9]) et examen en première lecture par l'Assemblée du projet de décentralisation (n° 105) (titres I et II).
- (2) Session tenue à la demande du Premier ministre pour l'examen de neuf projets de loi (ensemble urbain du Vaudreuil [n° 315], recul de la limite d'âge des fonctionnaires parents d'enfants handicapés [n° 318], action du ministère public dans l'apurement du passif des entreprises [n° 314], radios privées locales [n° 380], conditions d'entrée et de séjour des étrangers [n° 383], emploi des étrangers en situation irrégulière [n° 387], droit d'association des étrangers [n° 382], abrogation de la loi du 21 juillet 1980 sur les conseils d'établissements de l'enseignement supérieur [n° 311], abolition de la peine de mort [n° 310]), d'une proposition de loi faisant du 8 mai un jour férié [n° 213], l'examen en première lecture par l'Assemblée du projet de décentralisation (titres III et IV) [n° 105] et pour une déclaration de politique générale suivie de débat.
- (3) Session tenue à la demande du Premier ministre pour la suite de l'examen de six projets de loi, deuxième lecture du projet de loi de décentralisation, troisième collectif pour 1981 (n° 561), quatrième collectif pour 1981 (n° 600), projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures d'ordre social (n° 577), Plan intérimaire (n° 576) et réinstallation des rapatriés (n° 485).
- (4) Dont 1.197 pages pour les périodes de session et 314 pages pour les périodes hors session.
- (5) Dont 1.104 pages pour les sessions extraordinaires.
- (6) Dont 139 pages pour les sessions extraordinaires.

3. Documents imprimés.

	NOMBRE DE DOCUMENTS			NOMBRE DE PAGES		
	Documents non budgétaires	Documents budgétaires	Total	Documents non budgétaires	Documents budgétaires	Total
Message du Président de la République ..	1	—	1	4	—	4
Allocutions du Président de l'Assemblée et du doyen d'âge ..	4	—	4	24	—	24
Déclarations ministérielles	4	—	4	80	—	80
Demande de levée d'immunité parlementaire	1 (4)	—	1	8	—	8
Projets de loi (1)	87	58 (2)	145	2.656	10.512	13.168
Lettre rectificative	1 (3)	—	1	8	—	8
Propositions de loi organique	14	—	14	48	—	48
Propositions de loi (1)	399	—	399	2.628	—	2.628
Propositions de résolution	16	—	16	104	—	104
Rapports (1)	85	66 (5)	151	8.332	3.730	12.062
Rapports C.M.P.	11	5	16	100	52	152
Rapports Commissions spéciales (1)	3	3	6	786	96	882
Rapport Commission d'enquête	—	—	—	—	—	—
Rapport Commission <i>ad hoc</i>	1 (6)	—	1	4	—	4
Rapports d'information	5	—	5	880	—	880
Avis	4	63 (7)	67	184	3.328	3.512
TOTAUX	636	195	831	15.846	17.718	33.564

- (1) Les statistiques portent sur les documents imprimés au cours des différentes lectures.
- (2) Dont le projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (32 fascicules bleus et 20 budgets de programme), le projet de loi de règlement définitif du budget de 1980, et les quatre projets de loi de finances rectificative pour 1981.
- (3) Cette lettre rectificative (n° 607) a modifié le rapport annexé au projet de loi (n° 576) portant approbation du Plan intérimaire.
- (4) Voir Annexe VII, p. 104.
- (5) Dont le rapport général de la commission des Finances sur le projet de loi de finances pour 1982 (trois tomes) et les 51 annexes à ce rapport.
- (6) Rapport de la Commission *ad hoc* constituée à la suite de la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée.
Voir Annexe VII, p. 104.
- (7) 63 tomes constituant les cinq avis des commissions permanentes (autres que la commission des Finances) donnés sur le projet de loi de finances pour 1982.

III

TRAVAUX LÉGISLATIFS DE L'ASSEMBLÉE

c) RÉCAPITULATION

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées (1)
Projets	77	49	48 (2)
Propositions	420	3	2 (3)
TOTAL	497	52	50

2° Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive.

PROJETS	1	1 à 2	2 à 3	3 à 6	6	12	18	2 à 4	+ de	Durée moyenne
	mois	mois	mois	mois	à 12 mois	à 18 mois	à 2 ans	ans	4 ans	
Déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale	13	5	2	—	—	1	—	—	—	97 jours
Déposés en premier lieu au Sénat .	10	1	3	3	10	1	—	—	—	

PROPOSITIONS	1	1 à 2	2 à 3	3 à 6	6	12	18	2 à 4	+ de	Durée moyenne
	mois	mois	mois	mois	à 12 mois	à 18 mois	à 2 ans	ans	4 ans	
Déposées en premier lieu à l'Assemblée nationale	—	—	1	1	—	—	—	—	—	378 jours (4)
Transmises par le Sénat	—	—	—	—	—	—	—	1	—	

3° Répartition par groupe des propositions de loi déposées en premier lieu à l'Assemblée nationale et de celles adoptées définitivement en 1981.

	S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	Total
Enregistrées	16	200	104	49	8	377
Irrecevables (art. 40 C)	—	—	1	—	—	1
Déposées	16	200	103	49	8	376
Retirées	—	2	1	—	—	3
Adoptées définitivement	1	—	—	1	—	2

(1) Voir Anneve II, p. 76.

(2) La première loi de nationalisation n'a pu être promulguée (cf. p. 52, note 4).

(3) La différence entre ces deux chiffres résulte de l'adoption d'un rapport collectif portant sur deux propositions.

(4) La proposition de loi transmise par le Sénat, relative au 8 mai jour férié, avait pour origine trois propositions de loi ; sans tenir compte de ces trois textes, déposés en premier lieu au Sénat en 1978 et 1979 et adoptés en 1981, la durée moyenne serait de 116 jours.

2. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ⁽¹⁾

	PROJETS	PROPO- SITIONS	TOTAL
a) Demandes, après :			
Première lecture :			
<i>(Urgence ou lois de finances)</i>	12	—	12
Deuxième lecture	4	—	4
Lectures suivantes	—	—	—
TOTAL	16	—	16
b) Rapports déposés :			
Rapports positifs	8	—	8
Rapports négatifs	8	—	8
TOTAL	16	—	16
c) Textes adoptés définitivement :			
1. Adoption conforme sur le texte C.M.P. :			
— à l'Assemblée nationale	1	—	1
— au Sénat	5	—	5
2. Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture .	—	—	—
3. Adoption en lecture définitive à l'Assemblée nationale :			
• dernier texte Assemblée nationale	10 (2)	—	10
• texte C.M.P.	—	—	—
TOTAL	16	—	16

3. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

	S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	Total
Modifications du Règlement :						
— dépôts	1	—	—	—	—	1
— adoptions	—	—	—	—	—	—
Demandes de commissions d'enquête (3) :						
— dépôts	2	5	3	5	—	15
— adoptions	1	—	—	1	—	2

(1) Voir Annexe III, p. 80, la liste des commissions mixtes paritaires.

(2) Dont le premier projet de loi de nationalisation.

(3) Voir Contrôle parlementaire, p. 66, et Annexe IX, p. 106.

4. AMENDEMENTS

Origine et sort des amendements.

Amendements transmis à la Présidence	Gouvernement	Commissions *	DÉPUTÉS					Total
			S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	
Enregistrés	457	1.003	191	1.959	1.182	186	82	5.060
Irrecevables au dépôt (art. 40 C ou 42 LO)	—	10	6	177	117	17	8	335
Irrecevables en séance :								
(art. 40 C)	—	—	—	2	—	—	—	2
(art. 41 C)	—	—	—	—	—	—	—	—
(art. 42, ord. 2 janv. 1959) ..	—	—	—	—	—	—	—	—
(art. 98, al. 5 R)	—	—	—	15	—	—	—	15
Recevables	457	993	185	1.765	1.065	169	74	4.708
Retirés avant discussion	71	13	23	72	67	43	2	291
Adoptés	317	856	89	67	25	7	9	1.370

* Détail des amendements présentés par les Commissions :

Contresignés par un commissaire (auteur ou premier signataire)							Total
Signés par le rapporteur seul		S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	
Enregistrés	814	119	26	11	32	1	1.003
Recevables (non retirés avant discussion)	796	116	26	11	30	1	980
Adoptés	726	90	17	8	14	1	856

Part des amendements ⁽¹⁾ dans l'élaboration des textes définitifs.

Textes définitifs n'ayant été modifiés par aucun amendement	27 (2)
Textes définitifs ayant été modifiés par 1 à 10 amendements	11
Textes définitifs ayant été modifiés par 11 à 20 amendements	4
Textes définitifs ayant été modifiés par 21 à 50 amendements	5
Textes définitifs ayant été modifiés par 51 à 100 amendements	2
Textes définitifs ayant été modifiés par plus de 100 amendements	2 (3)

(1) Ne comporte que les amendements adoptés à l'Assemblée nationale, toutes lectures comprises.

(2) Dont vingt textes définitifs autorisant des ratifications de traités ou de conventions internationales.

(3) Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) et premier projet de loi de nationalisation (n° 384).

5. DISCUSSION LÉGISLATIVE

Ordres du jour complémentaires :

— Adoptés	3 (1)
— Rejetés	—

Procédures abrégées :

— Sans débat :	
Textes ayant fait l'objet d'une demande	
— Commission des affaires étrangères	14
Textes adoptés	12 (2)
— Débat restreint	—

Motions (art. 91 et 128 du Règlement) :

	Questions préalables	Exceptions d'irrece- vabilité	Motions de renvoi	Demandes d'ajournement
Déposées	9	8	4	—
Mises aux voix	9	6	3	—
Adoptées	—	—	—	—

Secondes délibérations :

A la demande :

— du Gouvernement	5
— de Commissions	—
— d'un député	—

Total

Déclarations d'urgence	7
Vérification du quorum	1 (3)
Votes bloqués (art. 44 de la Constitution)	—
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	— (4)

6. INCIDENTS DE SÉANCE

Rappels au Règlement	254
Faits personnels	20

-
- (1) Portant sur deux propositions de résolution tendant à la création de commissions d'enquête, une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée et deux propositions de loi.
- (2) Deux textes ayant fait l'objet d'une demande de vote sans débat ont été inscrits avec débat avant l'expiration du délai prévu à l'article 104 du Règlement.
- (3) Voir C.R. du 1^{er} décembre 1981.
- (4) Le Gouvernement a engagé sa responsabilité sur l'adoption en première lecture du second projet de loi de nationalisation le 26 janvier 1982.

7. PROCÉDURES DE VOTE

Scrutins :

Scrutins publics ordinaires (1) :	
— sur des questions de procédure	13
— sur des textes	195
Scrutins publics à la tribune	5
Scrutins secrets (nominations personnelles)	3
Mises au point au sujet des votes intervenus	415

8. CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITÉ ⁽²⁾

I. — Décisions des Présidents des Assemblées :

<i>Application de l'article 41 de la Constitution</i>	—
Décisions du Président de l'Assemblée nationale	—
Décisions du Président du Sénat	—

II. — Décisions du Conseil constitutionnel :

A. — <i>Application de l'article 37 (al. 2) de la Constitution</i>	—
B. — <i>Application de l'article 41 de la Constitution</i>	—
C. — <i>Application de l'article 54 de la Constitution</i>	—
D. — <i>Application de l'article 61 de la Constitution</i>	8
Règlement de l'Assemblée nationale	—
Règlement du Sénat	—
Lois organiques	—
Lois ordinaires (3)	8

(1) Voir Annexe IV, p. 82.

(2) Voir Annexe V, p. 102.

(3) Ces huit décisions correspondent à douze saisines.

IV

COMMISSIONS

1. Commissions spéciales ⁽¹⁾.

1° Constitution de Commissions spéciales.

Demandes de constitution (Application de l'art. 31 du Règlement de l'Assemblée nationale)	2
Commissions spéciales constituées	2

2° Travaux des Commissions spéciales.

	Nationali- sation (2)	Loi de finances rectificative pour 1981 (sidérurgie) (2)	Total
Séances	29	11	40
— soit en heures	63 h 20	20 h 30	83 h 50
Auditions :			
— de ministres	7	3	10
— de personnalités diverses	4	10	14
Rapports déposés :			
— en première lecture	1	1	2
— en deuxième lecture	1	1	2
— en troisième lecture	1	1	2
— par la commission mixte paritaire	1 (3)	1 (3)	2
Total	4	4	8
Textes adoptés définitivement	1 (4)	1	2
Rapports auxquels ces textes ont donné lieu	4	4	8

(1) Voir Annexe VI, p. 103.

(2) Cette Commission a été constituée le 25 septembre 1981.

(3) Echec de la commission mixte paritaire.

(4) Loi non promulguée (cf. p. 52, note 4).

2. Commissions ad hoc ⁽¹⁾.

1° Constitution de commissions ad hoc : 1.

2° Travaux de la commission ad hoc.

	Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée n° 608
Séances	2
— soit en heures	1 h 15
Audition du député intéressé	1
Rapport déposé	1
Résolution adoptée (2)	1

(1) Voir Annexe VII, p. 104.

(2) Concluant au rejet de la demande.

3. Travaux des Commissions permanentes ⁽¹⁾.

	Affaires culturelles	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois constitutionnelles	Production Echanges	Total
Séances	74	17	28	67	67	48	301
— soit en heures	136 h 50	31 h 05	69 h 35	106 h	126 h 40	80 h 40	550 h 50
— dont examen budgétaire	70 h 35	3 h 40	42 h 35	62 h 45	14 h 15	42 h 10	236 h
Auditions :							
— de ministres	31	8	5	7	11	15	77
— de personnalités diverses	—	3	36	—	22	6	67
EXAMEN DES TEXTES :							
Textes renvoyés en première lecture :							
— Projets	13	28	—	9	17	2	69
— Propositions	146	1	12	26	176	47	408
— Propositions de résolution	—	—	—	—	16	—	16
TOTAUX	159	29	12	35	209	49	493
Rapports déposés :							
<i>En première lecture :</i>							
— Projets	7	27	—	6	15	3	58
— Propositions	—	—	1 (2)	—	4	—	5
— Propositions de résolution	—	—	—	—	12	—	12
TOTAUX	7	27	1 (2)	6	31	3	75
<i>Autres lectures :</i>							
— Projets	11	—	—	10	6	—	27
— Propositions	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	11	—	—	10	6	—	27
TOTAL des rapports déposés	18	27	1 (2)	16	37	3	102
Examen pour avis :							
— Lois de finances	2	1	2	—	2	0	7
— Autres projets de loi	1	—	—	—	1	1	3
TOTAUX	3	1	2	—	3	1	10

(1) Sur les travaux des commissions, voir le « Bulletin des commissions » et sa table annuelle.

(2) Rapport commun sur trois propositions de loi (nos 27, 344 et 589).

	Affaires culturelles	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois constitu- tionnelles	Production Echanges	Total
Textes adoptés définitive- ment :							
— Projets	8	20	—	5	11	2	46
— Propositions	—	—	—	—	2	—	2
— Propositions de résolu- tion	—	—	—	—	2	—	2
TOTAUX	8	20	—	5	15	2	50
— Rapports auxquels ces textes ont donné lieu.	23	20	—	21	22	3	89
Annexes au rapport général de la commission des Fi- nances, de l'Economie géné- rale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1982 (n° 450)	—	—	—	51	—	—	51
Tomes par avis budgétaires sur le projet de loi de finances pour 1982 (n° 450)	27	4	7	—	7	18	63
Rapports d'information : Article 145 du Règlement.	—	—	—	—	1	1	2

4. Répartition des Rapporteurs par groupe politique ⁽¹⁾.

		S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	Total
COMMISSIONS SAISIES AU FOND	Rapporteurs désignés :						
	- Commissions permanentes	135	145	55	38	3	376
	et loi de finances pour 1982	32	10	5	4	—	51
	- Commissions spéciales	7	—	—	—	—	7
	- Commissions d'enquête ou de contrôle ..	2	—	—	—	—	2
	Rapporteurs ayant déposé leur rapport :						
	- Rapporteurs de commissions permanentes	72	6	2	10	—	90
	- Rapporteurs spéciaux budgétaires	32	10	5	4	—	51
	- Rapporteurs de commissions spéciales ..	7	—	—	—	—	7
	- Rapporteurs de commissions d'enquête ou de contrôle	—	—	—	—	—	—
- Rapporteurs de commissions mixtes paritaires	15	—	—	1	—	16	
COMMISSIONS SAISIES POUR AVIS	Rapporteurs désignés :						
	- Commissions permanentes	26	1	—	1	—	28
	et loi de finances pour 1982	36	11	8	8	—	63
	Rapporteurs ayant déposé leur avis :						
	- Loi de finances pour 1982	36	11	8	8	—	63
	- Collectifs	2	—	—	—	—	2
	- Autres textes	3	—	—	1	—	4

(1) Non compris la commission « ad hoc ».

V

CONTROLE PARLEMENTAIRE

1. Procédures de contrôle parlementaire ⁽¹⁾.

1° Déclarations du Gouvernement.

(Art. 132 du Règlement de l'A.N.)

— Avec débat	—
— Sans débat	1

2° Engagements de responsabilité.

— sur une déclaration de politique générale (Art. 49, al. 1, de la Constitution)	2
---	---

— sur le vote d'un texte (Art. 49, al. 3, de la Constitution)	—
--	---

3° Motions de censure.

— simples (Art. 49, al. 2, de la Constitution)	3
dont, jointes à une interpellation en application de l'article 156 du Règlement de l'A.N. ..	2

— sur un texte (Art. 49, al. 3, de la Constitution)	—
--	---

2. Commissions d'enquête ou de contrôle ⁽²⁾.

	Commissions d'enquête	Commissions de contrôle
Demandes :		
Déposées	15	—
Retirées	—	—
Discutées en séance publique	2	—
Rejets	—	—
Commissions constituées	2	—
Nombre de séances tenues	21	—
Rapports déposés	—	—

(1) Voir Annexe VIII, p. 105.

(2) Voir Annexe IX, p. 106.

3. Délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française ⁽¹⁾.

Nombre de réunions	4
Nombre d'auditions :	
— de ministres	1
— de personnalités diverses	2
Avis rendus au Gouvernement	3

4. Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes ⁽²⁾.

— Nombre de réunions	9
— Nombre de rapports examinés et ayant fait l'objet de conclusions	22

5. Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ⁽³⁾.

— Nombre de réunions	1
--------------------------------	---

6. Questions au Gouvernement.

a) Répartition par groupe des questions posées.

SÉANCE DU	S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	TOTAL
15 juillet 1981	6	—	1	4	—	11
7 octobre 1981	6	4	2	4	1	17
14 octobre 1981	5	4	4	3	—	16
21 octobre 1981	7	3	4	3	1	18
28 octobre 1981	8	4	4	4	—	20
4 novembre 1981	5	4	3	4	1	17
18 novembre 1981	6	4	4	3	—	17
25 novembre 1981	7	5	4	4	1	21
2 décembre 1981	5	4	3	3	—	15
9 décembre 1981	5	3	3	4	1	16
16 décembre 1981	6	2	2	3	—	13
TOTAL	66	37	34	39	5	181

(1) Cette délégation, constituée en application de l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974, relative à la radiodiffusion et à la télévision, comprend, outre les rapporteurs généraux des commissions des Finances des Assemblées, les rapporteurs spéciaux des mêmes commissions et les rapporteurs des commissions des Affaires culturelles chargés de la radiodiffusion et de la télévision, cinq députés et trois sénateurs désignés de façon à assurer une représentation équilibrée des groupes politiques.

(2) Cette délégation, constituée en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979, comprend dix-huit membres désignés de manière à assurer une représentation proportionnelle des groupes politiques.

(3) Cette délégation, constituée en application de la loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979, relative à l'interruption volontaire de grossesse, comprend vingt-cinq membres, quinze députés et dix sénateurs désignés par chacune des Assemblées de manière à assurer une représentation proportionnelle des groupes politiques.

**b) Ministres et Secrétares d'Etat
ayant répondu aux questions au Gouvernement.**

MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT	TOTAL des réponses
Premier ministre : P. Mauroy	11
Intérieur et Décentralisation : G. Defferre	13
Commerce extérieur : M. Jobert	—
Transports : C. Fiterman	—
Plan et Aménagement du territoire : M. Rocard	—
Recherche et technologie : J.-P. Chevènement	1
Solidarité nationale : N. Questiaux	5
Droits de la femme : Y. Roudy	—
Relations avec le Parlement : A. Labarrère	20
Fonction publique et Réformes administratives : A. Le Pors	3
Justice : R. Badinter	2
Relations extérieures : C. Cheysson	11
Affaires européennes : A. Chandernagor	8
Coopération et Développement : J.-P. Cot	—
Défense : C. Hernu	5
Economie et Finances : J. Delors	10
Budget : L. Fabius	6
Education nationale : A. Savary	7
Agriculture : E. Cresson	7
Industrie : P. Dreyfus	12
Energie : E. Hervé	6
Commerce et Artisanat : A. Delelis	1
Culture : J. Lang	2
Travail : J. Auroux	16
Santé : J. Ralite	5
Temps libre : A. Henry	—
Jeunesse et Sports : E. Avice	—
Urbanisme et Logement : R. Quilliot	2
Environnement : M. Crépeau	2
Mer : L. Le Pensec	—
Communication : G. Fillioud	2
P.T.T. : L. Mexandeau	1
Anciens combattants : J. Laurain	—
Consommation : C. Lalumière	1
Formation professionnelle : M. Rigout	—
S.E. Extension du secteur public : J. Le Garrec	1
S.E. Rapatriés : R. Courrière	—
S.E. Départements et Territoires d'outre-mer : H. Emmanuelli	8
S.E. Famille : G. Dufoix	4
S.E. Personnes âgées : J. Franceschi	—
S.E. Immigrés : F. Autain	1
S.E. Défense : G. Lemoine	3
S.E. Agriculture : A. Cellard	5
S.E. Tourisme : F. Abadie	—
	181

7. Questions orales.

	S.	R.P.R.	U.D.F.	C.	N.I.	Total
SANS DÉBAT						
Déposées en 1981	44	32	17	18	2	113
Retirées	1	—	—	1	—	2
Réponse dans le délai de :						
1 mois	35	15	12	14	2	78
2 mois	—	5	—	—	—	5
3 mois	—	1	—	—	—	1
plus de 3 mois	1	1	—	—	—	2
TOTAL des réponses	36	22	12	14	2	86
Inscriptibles au 1 ^{er} janvier 1982	7	10	5	3	—	25
AVEC DÉBAT						
Déposées en 1981	—	2	—	—	—	2
Retirées	—	1	—	—	—	1
TOTAL des réponses	—	0	—	—	—	0
Inscriptibles au 1 ^{er} janvier 1982	—	1	—	—	—	1

8. Questions écrites.

A. — ANNÉE 1981 (VII^e LÉGISLATURE)

a) Questions et réponses par groupe politique.

Appartenances politiques	Nombre de questions déposées	Nombre de questions après retraits	Nombre de réponses
S.	2.917	2.902	887
R.P.R.	2.282	2.255	980
U.D.F.	1.428	1.416	415
C.	836	812	295
N.I.	216	214	78
TOTAL	7.679	7.599	2.655

b) Questions et réponses par département ministériel.

Départements ministériels	Nombre de questions déposées	Nombre de questions après retraits	Nombre de réponses
Premier ministre	110	108	31
Affaires européennes	23	23	10
Agriculture	522	519	211
Anciens combattants	82	82	43
Budget	844	839	255
Commerce et Artisanat	150	150	16
Commerce extérieur	71	70	17
Communication	78	78	12
Consommation	48	48	12
Coopération et Développement	27	27	14
Culture	93	92	38
Défense	188	187	125
Départements et Territoires d'outre-mer ..	42	39	16
Droits de la femme	43	43	16
Economie et Finances	360	357	72
Education nationale	726	716	373
Energie	71	71	25
Environnement	95	92	45
Fonction publique et Réformes administra- tives	133	133	64
Formation professionnelle	48	48	16
Industrie	302	297	74
Intérieur et Décentralisation	378	374	178
Jeunesse et Sports	53	53	25
Justice	170	163	77
Mer	76	75	39
Plan et Aménagement du territoire	35	35	16
P.T.T.	274	273	199
Rapatriés	6	6	2
Recherche et Technologie	37	36	7
Relations avec le Parlement	6	6	3
Relations extérieures	159	158	97
Santé	378	373	42
Solidarité nationale	915	908	142
Temps libre	46	45	20
Transports	384	381	89
Travail	444	434	119
Urbanisme et Logement	262	260	115
TOTAL	7.679	7.599	2.655

B. — BILAN DEPUIS LE DÉBUT DE LA VII^e LÉGISLATURE

a) Questions et réponses par groupe politique.

Appartenances politiques	Nombre de questions déposées au 26 octobre 1981 (1)	Nombre de questions après retraits	Réponses au 31 décembre 1981 (1)		Réponses publiées dans les délais réglementaires (2 mois)		Réponses publiées au-delà des délais réglementaires	
			Nombre	Pourcentage des questions	Nombre	Pourcentage des questions	Nombre	Pourcentage des questions
S.	1.472	1.461	778	53,25	346	23,68	432	29,57
R.P.R.	1.569	1.545	940	60,84	332	21,49	608	39,35
U.D.F.	754	748	367	49,06	161	21,52	206	27,54
C.	548	529	283	53,49	94	17,77	189	35,72
N.I.	147	145	74	51,03	24	16,55	50	34,48
TOTAL	4.490	4.428	2.442	55,15	957	21,61	1.485	33,54

b) Questions et réponses par département ministériel.

Départements ministériels	Nombre de questions déposées au 26 octobre 1981 (1)	Nombre de questions après retraits	Réponses au 31 décembre 1981 (1)		Réponses publiées dans les délais réglementaires (2 mois)		Réponses publiées au-delà des délais réglementaires	
			Nombre	Pourcentage des questions	Nombre	Pourcentage des questions	Nombre	Pourcentage des questions
1. Affaires européennes	9	9	9	100	4	44,44	5	55,56
2. P.T.T.	166	165	163	98,78	146	88,48	17	10,30
3. Défense	116	116	108	93,10	58	50,00	50	43,10
4. Relations extérieures	103	102	92	90,20	48	47,06	44	43,14
5. Education nationale	425	422	351	83,18	185	43,84	166	39,34
6. Anciens combattants	41	41	34	82,92	18	43,90	16	39,02
7. Mer	47	46	38	82,61	20	43,48	18	39,13
8. Fonction publique et Réformes administratives.	71	71	55	77,46	31	43,66	24	33,80
9. Justice	91	84	65	77,38	40	47,62	25	29,76
10. Culture	43	43	33	76,74	13	30,23	20	46,51
11. Intérieur et Décentralisation	206	202	153	75,74	64	31,68	89	44,06
12. Relations avec le Parlement	4	4	3	75,00	2	50,00	1	25,00
13. Urbanisme et Logement	138	136	101	74,26	29	21,32	72	52,94
14. Environnement	63	60	43	71,67	18	30,00	25	41,67
15. Consommation	17	17	12	70,59	7	41,18	5	29,41
16. Coopération et Développement	20	20	14	70,00	9	45,00	5	25,00
17. Jeunesse et Sports	33	33	23	69,69	14	42,42	9	27,27
18. Temps libre	26	26	18	69,23	11	42,31	7	26,92
19. Plan et Aménagement du territoire	24	24	15	62,50	3	12,50	12	50,00
20. Agriculture	331	329	200	60,79	79	24,01	121	36,78
21. Droits de la femme	28	28	16	57,14	6	21,43	10	35,71
22. Départements et Territoires d'outre-mer	33	30	16	53,33	3	10,00	13	43,33
23. Formation professionnelle.	27	27	14	51,85	6	22,22	8	29,63
24. Rapatriés	4	4	2	50,00	0	0	2	50,00
25. Travail	237	228	110	48,25	30	13,16	80	35,09
26. Energie	52	52	25	48,08	3	05,77	22	42,31
27. Budget	515	513	241	46,98	30	05,85	211	41,13
28. Industrie	172	168	72	42,85	6	03,57	66	39,28
29. Premier ministre	67	65	27	41,54	13	20,00	14	21,54
30. Transports	230	228	86	37,72	22	09,65	64	28,07
31. Economie et Finances	199	196	71	36,22	20	10,20	51	26,02
32. Commerce extérieur	49	49	17	34,69	0	0	17	34,69
33. Communication	43	43	12	27,90	4	09,30	8	18,60
34. Solidarité nationale	568	561	141	25,13	5	00,89	136	24,24
35. Recherche et Technologie.	21	20	5	25,00	5	25,00	0	0
36. Santé	184	179	41	22,90	3	01,67	38	21,23
37. Commerce et Artisanat ..	87	87	16	18,39	2	02,30	14	16,09
TOTAL	4.490	4.428	2.442	55,15	957	21,61	1.485	33,54

(1) En raison des délais réglementaires de deux mois accordés aux ministres pour répondre, le compte des questions a été arrêté au 26 octobre 1981 alors que les réponses à ces questions ont été prises en considération jusqu'à la fin de l'année.

ANNEXES

(VII^e législature)

ANNEXE I

MODIFICATIONS A LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

Remplaçants devenus députés après :

— *Décès* (J.O. Lois et Décrets du 3 juillet 1981) :

	Date du décès	Circonscription
M. Jean-Pierre Kucheida (S.) en remplacement d'Henri Darras	2-7-1981	Pas-de-Calais (12 ^e)

— *Nominations à des fonctions ministérielles*
(J.O. Lois et Décrets des 24 et 25 juillet 1981) :

	Date de remplacement	Circonscription
MM. Pierre Dassonville (S.) en remplacement de M. Pierre Mauroy (S.)	24-7-1981	Nord (2 ^e)
Jean-Jacques Benetière (S.) en remplacement de M. Jean Auroux (S.)	25-7-1981	Loire (5 ^e)
Jean-Claude Bois (S.) en remplacement de M. André Delelis (S.)	25-7-1981	Pas-de-Calais (13 ^e)
André Brunet (S.) en remplacement de M. Georges Fillioud (S.)	25-7-1981	Drôme (3 ^e)
Robert Cabé (S.) en remplacement de M. Henri Emmanuelli (S.)	25-7-1981	Landes (3 ^e)
Mmes Denise Cacheux (S.) en remplacement de M. Jean Le Garrec (S.)	25-7-1981	Nord (16 ^e)
Colette Chaigneau (App. S.) en remplacement de M. Michel Crépeau (App. S.) ..	25-7-1981	Char.-Maritime (1 ^{re})
Nelly Commergnat (S.) en remplacement de M. André Chandernagor (S.)	25-7-1981	Creuse (2 ^e)
MM. Lucien Couqueberg (S.) en remplacement de M. Jean-Pierre Chevènement (S.) .	25-7-1981	Terr. Belfort (1 ^{re})
Jean Duprat (App. S.) en remplacement de M. François Abadie (App. S.)	25-7-1981	Hautes-Pyrénées (2 ^e)
Mme Lydie Dupuy (S.) en remplacement de M. André Cellard (S.)	25-7-1981	Gers (2 ^e)
M. Jacques Floch (S.) en remplacement de M. François Autain (S.)	25-7-1981	Loire-Atlantique (3 ^e)
Mme Martine Frachon (S.) en remplacement de M. Michel Rocard (S.)	25-7-1981	Yvelines (3 ^e)
M. Jean Gallet (S.) en remplacement de M. Georges Lemoine (S.)	25-7-1981	Eure-et-Loir (1 ^{re})
Mme Muguette Jacquaint (C.) en remplacement de M. Jack Ralite (C.)	25-7-1981	Seine-S.-Denis (3 ^e)
MM. Marcel Join (S.) en remplacement de Mme Catherine Lalumière (S.)	25-7-1981	Gironde (3 ^e)
Georges Labazée (S.) en remplacement de M. André Labarrère (S.)	25-7-1981	Pyrénées-Atlantiques (1 ^{re})
Gilbert Le Bris (S.) en remplacement de M. Louis Le Pensec (S.)	25-7-1981	Finistère (8 ^e)
Marc Massion (S.) en remplacement de M. Laurent Fabius (S.)	25-7-1981	Seine-Maritime (2 ^e)
Roland Mazoin (C.) en remplacement de M. Marcel Rigout (C.)	25-7-1981	Haute-Vienne (2 ^e)
Louis Moulinet (S.) en remplacement de Mme Nicole Questiaux (S.)	25-7-1981	Paris (13 ^e)
Paul Perrier (S.) en remplacement de M. Jean-Pierre Cot (S.)	25-7-1981	Savoie (3 ^e)
Mme Eliane Provost (S.) en remplacement de M. Louis Mexandeu (S.)	25-7-1981	Calvados (1 ^{re})
MM. Jean-Jack Queyranne (S.) en remplacement de M. Charles Hernu (S.)	25-7-1981	Rhône (6 ^e)
Jacques Roger-Machart (S.) en remplacement de M. Alain Savary (S.)	25-7-1981	Haute-Garonne (1 ^{re})
René Rouquet (S.) en remplacement de M. Joseph Franceschi (S.)	25-7-1981	Val-de-Marne (4 ^e)
Roger Rouquette (S.) en remplacement de Mme Edwige Avice (S.)	25-7-1981	Paris (16 ^e)
Philippe Sanmarco (S.) en remplacement de M. Gaston Defferre (S.)	25-7-1981	Bouches-du-Rhône (3 ^e)
Nicolas Schiffler (S.) en remplacement de M. Jean Laurain (S.)	25-7-1981	Moselle (1 ^{re})
Clément Théaudin (S.) en remplacement de M. Edmond Hervé (S.)	25-7-1981	Ille-et-Vilaine (1 ^{re})
Marc Verdon (S.) en remplacement de Mme Edith Cresson (S.)	25-7-1981	Vienne (2 ^e)

Sièges vacants :

— *Après annulation d'élections* (1) :

Circonscription	Date de la vacance	Député concerné
Marne (3 ^e)	4-12-1981	Mme Annette Chépy-Léger (S.).
Paris (2 ^e)	4-12-1981	MM. Pierre Dabezies (App. S.).
Paris (12 ^e)	4-12-1981	Pierre de Bénouville (App. R.P.R.).
Seine-et-Marne (4 ^e)	4-12-1981	Marc Fromion (S.).

(1) A la suite des élections partielles du 17 janvier 1982, ces quatre sièges ont été pourvus : MM. Bruno Bourg-Broc (R.P.R.), Jacques Dominati (U.D.F.), Pierre de Bénouville (App. R.P.R.) et Alain Peyrefitte (R.P.R.) ont été élus.

MISSIONS TEMPORAIRES CONFIEES PAR LE GOUVERNEMENT

(*J.O.* Lois et décrets des 24 juillet 1981, 5 août 1981, 1^{er} septembre 1981, 11 septembre 1981, 29 octobre 1981 et 9 décembre 1981.)

Députés	Ministres concernés	Date du début de la mission
—	—	—
MM. Roger Duroure (S.)	Premier ministre	23-7-1981
Arthur Notebart (S.)	Premier ministre	4-8-1981
Jean-Michel Belorgey (S.)	ministre de l'intérieur	31-8-1981
Aimé Césaire (App. S.)	secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer	9-9-1981
Bernard Schreiner (S.)	Premier ministre	28-10-1981
Joseph Menga (S.)	ministre de la justice	28-10-1981
Jean-Jack Queyranne (S.)	ministre de la culture	28-10-1981
Christian Nucci (S.)		8-12-1981 (1)

(1) M. Christian Nucci a été nommé, en qualité de parlementaire chargé d'une mission temporaire par le Gouvernement, haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances (décret du 18 décembre 1981, *J.O.* Lois et Décrets du 20 décembre 1981).

ANNEXE II

TEXTES ADOPTÉS DÉFINITIVEMENT AU COURS DE L'ANNÉE 1981 (1) (2) (VII^e législature.)

1. Affaires étrangères.

- Loi n° 81-744 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Accord France-Norvège (doubles impositions) (Pj).
- Loi n° 81-745 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Accord France-Guinée (coopération culturelle, scientifique et technique) (Pj).
- Loi n° 81-746 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Accord France-Japon (doubles impositions) (Pj).
- Loi n° 81-747 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (O.N.U.D.I.) (Pj).
- Loi n° 81-748 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Accord consulaire France-Chine (Pj).
- Loi n° 81-749 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Accord France-Hongrie (doubles impositions) (Pj).
- Loi n° 81-750 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Accord France-Libéria (protection des investissements) (Pj).
- Loi n° 81-751 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Accord France-République démocratique allemande (coopération culturelle) (Pj).
- Loi n° 81-752 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Accord consulaire France-République démocratique allemande (Pj).
- Loi n° 81-753 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Convention France-Mali (sécurité sociale) (Pj).
- Loi n° 81-942 du 17-10-1981 (*J.O.* du 20-10-1981). — Convention France-Hongrie (entraide judiciaire) (Pj).

(1) Le texte de ces lois, une table chronologique et une table analytique figurent dans le « Recueil des lois » publié à l'issue de chaque session par les soins du Secrétariat général de l'Assemblée nationale. (Recueil n° 47 : lois promulguées du 3 au 10 août 1981. Recueil n° 48 : lois promulguées du 25 septembre 1981 au 2 mars 1982).

(2) A l'exception du premier projet de nationalisation (cf. p. 52, note 4).

- Loi n° 81-943 du 17-10-1981 (*J.O.* du 20-10-1981). — Accord relatif au statut de l'Ecole internationale de Bordeaux (Pj).
- Loi n° 81-990 du 6-11-1981 (*J.O.* du 7-11-1981). — Accord international sur le caoutchouc naturel (Pj).
- Loi n° 81-1078 du 8-12-1981 (*J.O.* du 9-12-1981). — Accord France-Suisse (libéralités) (Pj).
- Loi n° 81-1079 du 8-12-1981 (*J.O.* du 9-12-1981). — Modification de la Convention de Varsovie relative au transport aérien international (Pj).
- Loi n° 81-1139 du 24-12-1981 (*J.O.* du 26-12-1981). — Accord France-Sénégal (retour des travailleurs) (Pj).
- Loi n° 81-1140 du 24-12-1981 (*J.O.* du 26-12-1981). — Protocole à la Convention relative au transport international de marchandises par route (C.M.R.) (Pj).
- Loi n° 81-1141 du 24-12-1981 (*J.O.* du 26-12-1981). — Convention France - Sri Lanka (investissements) (Pj).

2 Agriculture - Pêche - Forêts.

- Loi n° 81-1138 du 24-12-1981 (*J.O.* du 26-12-1981). — Mandat des membres des chambres d'agriculture (Pj).

3 Aménagement du territoire et Plan.

- Loi n° 82-6 du 7- 1-1982 (*J.O.* du 8- 1-1982). — Plan intérimaire (Pj).

4 Artisanat - Commerce - Energie - Industrie.

- Loi n° 81-743 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Accord France-Communauté européenne de l'énergie atomique — Agence internationale de l'énergie atomique (Pj).
- Loi n° 81-1135 du 23-12-1981 (*J.O.* du 24-12-1981). — Exploration et exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (Pj).

5 Collectivités locales.

- Loi n° 81-880 du 25- 9-1981 (*J.O.* du 27- 9-1981). — Commune du Vaudreuil (Pj).

6. Culture - Communication.

Loi n° 81-766 du 10- 8-1981 (*J.O.* du 11- 8-1981). — Prix du livre (Pj).

Loi n° 81-994 du 9-11-1981 (*J.O.* du 10-11-1981). — Radios privées locales (Pj).

7. Economie et Finances.

Loi n° 81-734 du 3- 8-1981 (*J.O.* du 4- 8-1981). — 1^{er} collectif 1981 (Pj).

Loi n° 81-1050 du 27-11-1981 (*J.O.* du 28-11-1981). — 2^e collectif 1981 (sidérurgie) (Pj).

Loi n° 81-1160 du 30-12-1981 (*J.O.* du 31-12-1981). — Loi de finances pour 1982 (Pj).

Loi n° 81-1179 du 31-12-1981 (*J.O.* du 1^{er}- 1-1982). — 3^e collectif 1981 (Pj).

Loi n° 81-1180 du 31-12-1981 (*J.O.* du 1^{er}- 1-1982). — 4^e collectif 1981 (agriculture) (Pj).

8. Education nationale.

Loi n° 81-995 du 9-11-1981 (*J.O.* du 10-11-1981). — Abrogation de la loi du 21 juillet 1980 (conseils d'établissements de l'enseignement supérieur) (Pj).

Loi n° 81-1137 du 24-12-1981 (*J.O.* du 26-12-1981). — Validation d'unités pédagogiques d'architecture (Pj).

9. Environnement - Logement - Urbanisme.

Loi n° 81-742 du 5- 8-1981 (*J.O.* du 6- 8-1981). — Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (Pj).

Loi n° 81-1153 du 29-12-1981 (*J.O.* du 30-12-1981). — Consultation des conseils d'architecture (Pj).

Loi n° 81-1161 du 30-12-1981 (*J.O.* du 31-12-1981). — Modération des loyers (Pj).

10. Fonction publique - Pouvoirs publics.

Loi n° 81-879 du 25- 9-1981 (*J.O.* du 27- 9-1981). — Recul limite d'âge fonctionnaires parents d'enfants handicapés (Pj).

11. Intérieur - Libertés publiques.

Loi n° 81-1134 du 23-12-1981 (*J.O.* du 24-12-1981). — Abrogation de la loi anti-casseurs (2 Pp).

12. Justice - Législation civile, commerciale et pénale.

- Loi n° 81-736 du 4- 8-1981 (*J.O.* du 5- 8-1981). — Amnistie (Pj).
- Loi n° 81-737 du 4- 8-1981 (*J.O.* du 5- 8-1981). — Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (Pj).
- Loi n° 81-759 du 6- 8-1981 (*J.O.* du 7- 8-1981). — Cour de cassation (Pj).
- Loi n° 81-908 du 9-10-1981 (*J.O.* du 10-10-1981). — Abolition peine de mort (Pj).
- Loi n° 81-927 du 15-10-1981 (*J.O.* du 16-10-1981). — Action ministère public dans apurement du passif des entreprises (Pj).
- Loi n° 81-1162 du 30-12-1981 (*J.O.* du 31-12-1981). — Harmonisation du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive C.E.E. (Pj).

13. Santé - Sécurité sociale.

- Loi n° 82-1 du 4- 1-1982 (*J.O.* du 5- 1-1982). — Diverses mesures en faveur de la Sécurité sociale (Pj).
- Loi n° 82-3 du 6- 1-1982 (*J.O.* du 7- 1-1982). — Ordonnances en matière sociale (Pj).

14. Travail - Emploi - Population.

- Loi n° 81-893 du 2-10-1981 (*J.O.* du 3-10-1981). — 8 mai jour férié (Pp).
- Loi n° 81-909 du 9-10-1981 (*J.O.* du 10-10-1981). — Droit d'association des étrangers (Pj).
- Loi n° 81-941 du 17-10-1981 (*J.O.* du 20-10-1981). — Emploi des étrangers en situation irrégulière (Pj).
- Loi n° 81-973 du 29-10-1981 (*J.O.* du 30-10-1981). — Conditions d'entrée et de séjour des étrangers (Pj).
- Loi n° 82-4 du 6- 1-1982 (*J.O.* du 7- 1-1982). — Réinstallation des rapatriés (Pj).

ANNEXE III

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

OBJET DU TEXTE	DATE de nomination	DISCUSSION du rapport à l'Assemblée nationale	CONCLUSION de la procédure
Première loi de finances rectificative pour 1981 : Après 1 ^{re} lecture.	27 juillet 1981	29 juillet 1981	Adoption définitive en 3 ^e et dernière lecture à l'A.N. (30 juillet 1981)
Amnistie (urgence) : Après 1 ^{re} lecture.	30 juillet 1981	31 juillet 1981	Adoption conforme au Sénat (31 juillet 1981)
Radios privées locales : Après 2 ^e lecture.	1 ^{er} octobre 1981	Echec C.M.P.	Adoption définitive en 4 ^e et dernière lecture à l'A.N. (2 octobre 1981)
Enseignement supérieur : Après 2 ^e lecture.	1 ^{er} octobre 1981	Echec C.M.P.	Adoption définitive en 4 ^e et dernière lecture à l'A.N. (2 octobre 1981)
Emploi des étrangers : Après 2 ^e lecture.	2 octobre 1981	9 octobre 1981	Adoption conforme à l'A.N. (9 octobre 1981)
Entrée et séjour des étrangers : Après 2 ^e lecture.	12 octobre 1981	14 octobre 1981	Adoption conforme au Sénat (15 octobre 1981)
Deuxième loi de finances rectificative pour 1981 (sidérurgie) : Après 1 ^{re} lecture.	27 octobre 1981	29 octobre 1981	Adoption définitive en 3 ^e et dernière lecture à l'A.N. (18 novembre 1981)
Nationalisation (urgence) : Après 1 ^{re} lecture.	24 novembre 1981	Echec C.M.P.	Adoption définitive en 3 ^e et dernière lecture à l'A.N. (18 décembre 1981)
Loi de finances pour 1982 : Après 1 ^{re} lecture.	14 décembre 1981	Echec C.M.P.	Adoption définitive en 3 ^e et dernière lecture à l'A.N. (19 décembre 1981)
Modération des loyers (urgence) : Après 1 ^{re} lecture.	16 décembre 1981	18 décembre 1981	Adoption conforme au Sénat (18 décembre 1981)
Troisième loi de finances rectificative pour 1981 : Après 1 ^{re} lecture.	17 décembre 1981	Echec C.M.P.	Adoption définitive en 3 ^e et dernière lecture à l'A.N. (23 décembre 1981)
Mesures relatives à la sécurité sociale (urgence) : Après 1 ^{re} lecture.	18 décembre 1981	19 décembre 1981	Adoption conforme au Sénat (19 décembre 1981)
Réinstallation des rapatriés (urgence) : Après 1 ^{re} lecture.	20 décembre 1981	22 décembre 1981	Adoption conforme au Sénat (22 décembre 1981)

OBJET DU TEXTE	DATE de nomination	DISCUSSION du rapport à l'Assemblée nationale	CONCLUSION de la procédure
Quatrième loi de finances rectificative pour 1981 : Après 1 ^{re} lecture.	22 décembre 1981	Echec C.M.P.	Adoption définitive en 3 ^e et dernière lecture à l'A.N. (23 décembre 1981)
Ordonnances sociales (urgence) : Après 1 ^{re} lecture.	22 décembre 1981	Echec C.M.P.	Adoption définitive en 3 ^e et dernière lecture à l'A.N. (23 décembre 1981)
Plan intérimaire (urgence) : Après 1 ^{re} lecture.	23 décembre 1981	Echec C.M.P.	Adoption définitive en 3 ^e et dernière lecture à l'A.N. (23 décembre 1981)

ANNEXE IV

LISTE CHRONOLOGIQUE DES SCRUTINS DE L'ANNÉE 1981

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS (1)		
				Pour	Contre	Abst. (2)
1	9 juillet	90	<i>Déclaration de politique générale</i> du deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy.	302	147	4
2	16 juillet	199	Première loi de finances rectificative pour 1981. — Suppression des avantages fiscaux dont bénéficient les donations-partages et relèvement à 250.000 F de l'abattement à la base en faveur des successions et donations en ligne directe et entre époux (article additionnel n° 7 de la commission des Finances, modifié par le sous-amendement n° 69 du Gouvernement).	298	87	5
3	16 juillet	238	Première loi de finances rectificative pour 1981. — Suppression de l'article 8, qui relève les taux de la taxe intérieure sur les carburants (amendement n° 55 de M. Gantier).	154	298	0
4	17 juillet	263	Projet supprimant la Cour de sûreté de l'Etat. — Question préalable de M. Séguin.	143	299	0
5	22 juillet	283	Projet relatif à la Cour de cassation. — Possibilité, pour deux des cinq magistrats, de demander le renvoi de l'affaire devant la chambre réunie en formation plénière (amendement n° 1 de la commission des Lois).	298	141	4
6	27 juillet	351	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Exception d'irrecevabilité de M. Debré.	150	331	3
7	27 juillet	352	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Question préalable de M. Guichard.	147	335	4
8	27 juillet	394	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Motion de renvoi en commission de M. Charles Millon.	149	332	4
9	28 juillet	415	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Suppression de la disposition prévoyant qu'une loi ultérieure fixera les conditions d'application à Paris de la loi en discussion (sous-amendements n° 388 de M. Séguin et n° 392 de M. Pernin à l'amendement n° 288 du Gouvernement).	148	330	5

(1) Pour chaque scrutin, est indiqué en caractère gras le chiffre donnant le sens du vote.

(2) Seules sont prises en compte les abstentions volontaires.

N° du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
10	28 juillet	453	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Nouvelle rédaction de l'article 3, concernant le contrôle de la légalité des actes des autorités communales (amendement n° 30 de M. Madelin).	152	330	1
11	28 juillet	454	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Limitation à un mois du délai pendant lequel le représentant de l'Etat peut déférer au tribunal administratif les actes des autorités communales (sous-amendement n° 307 de la commission des Finances à l'amendement n° 45 de la commission des Lois).	195	287	1
12	28 juillet	455	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Possibilité, pour le maire, de demander au délégué du Gouvernement un certificat de conformité à la loi des actes des autorités communales (article additionnel n° 136 de M. Séguin).	152	331	1
13	28 juillet	456	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Modalités des interventions du conseil municipal visant à protéger les intérêts économiques et sociaux de la population communale (amendement n° 138 de M. Séguin).	149	331	5
14	29 juillet	473	Projet supprimant la Cour de sûreté de l'Etat (deuxième lecture - ensemble).	340	141	2
15	29 juillet	497	Projet portant amnistie. — Extension au délit sanctionnant les relations homosexuelles consenties avec un mineur de quinze à dix-huit ans (amendement n° 19 de la commission des Lois).	327	149	1
16	29 juillet	534	Projet portant amnistie. — Amnistie des faits ayant donné lieu à des sanctions disciplinaires dans les entreprises privées et possibilité de réintégration des salariés licenciés en raison de faits en relation avec leur fonction de représentants du personnel ou de délégués syndicaux (article additionnel n° 27 de la commission des Lois).	330	153	3
17	29 juillet	535	Projet portant amnistie. — Suppression des dispositions excluant du bénéfice de l'amnistie certains délits et contraventions en matière de législation et de réglementation du travail (sous-amendement n° 72 de M. Hamel à l'amendement n° 32 de la commission des Lois).	153	332	0
18	29 juillet	536	Projet portant amnistie. — Infractions et délits exclus du bénéfice de l'amnistie (amendement sous-amendé n° 32 de la commission des Lois).	330	148	6
19	31 juillet	610	Projet portant amnistie (texte de la commission mixte paritaire).	333	85	68
20	31 juillet	611	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Institution d'une commission économique départementale, chargée de donner son avis sur les délibérations des conseils municipaux en matière économique et sociale (amendement n° 272 de M. Nungesser).	149	333	2

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
21	31 juillet	612	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Interventions du conseil municipal visant à protéger les intérêts économiques et sociaux de la population communale (article 4).	336	149	1
22	31 juillet	613	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Possibilité pour les conseils municipaux de constituer des commissions extra-municipales (article additionnel n° 207 de M. Noir).	154	331	0
23	31 juillet	637	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — La possibilité pour le maire d'adresser un ordre de réquisition au comptable communal qui s'oppose au paiement d'une dépense s'exerce « sous sa responsabilité » (amendement n° 145 de M. Séguin).	148	333	1
24	31 juillet	638	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — En cas de réquisition du comptable communal par le maire, l'ordonnateur engage sa responsabilité propre (amendement n° 446 du Gouvernement).	475	1	0
25	31 juillet	639	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Les ordonnateurs municipaux sont justiciables de la Cour de discipline budgétaire quand ils ont fait usage du droit de réquisition du comptable communal (amendement n° 148 de M. Séguin).	140	331	0
26	31 juillet	640	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Extension aux membres du Gouvernement de la responsabilité des ordonnateurs municipaux devant la Cour de discipline budgétaire (sous-amendement n° 449 de M. François d'Aubert à l'amendement n° 69 de la commission des Lois).	141	332	1
27	31 juillet	641	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Fixation du montant maximum de l'amende susceptible d'être prononcée par la Cour de discipline budgétaire à l'égard des élus municipaux (amendement n° 70 de la commission des Lois).	328	146	0
28	31 juillet	665	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Suppression de la possibilité, pour la Cour de discipline budgétaire, de proposer la suspension ou la révocation du mandat électif des ordonnateurs municipaux (amendement n° 149 de M. Séguin).	156	330	0
29	31 juillet	666	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Suppression de la disposition prévoyant que la suspension ou la révocation des ordonnateurs municipaux est prononcée par décret en Conseil des ministres (amendement n° 150 de M. Séguin).	154	329	0
30	31 juillet	667	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Responsabilité des ordonnateurs municipaux devant la Cour de discipline budgétaire (article 12).	331	151	5

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
31	31 juillet	668	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Abrogation de l'article L. 122-15 du Code des communes, qui permet la suspension et la révocation du maire par l'autorité administrative (amendement n° 74, repris par M. Séguin).	150	329	3
32	1 ^{er} août	683	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Le conseil général exerce ses pouvoirs de décision dans le cadre des lois de la République (amendement n° 362 de M. Noir).	155	331	0
33	1 ^{er} août	710	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Incompatibilité entre le mandat de président de conseil général et une fonction gouvernementale (article additionnel n° 400 R de M. Charles Millon).	155	331	2
34	1 ^{er} août	711	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — La convention passée par l'Etat avec le conseil général, fixant la liste des services transférés à la collectivité départementale, est élaborée d'après une convention type approuvée par décret en Conseil d'Etat (sous-amendement n° 465 de M. Charles Millon à l'amendement n° 78 R de la commission des Lois).	154	331	2
35	1 ^{er} août	712	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — La possibilité, pour le département, de créer un service non prévu à la convention passée entre l'Etat et le conseil général requiert l'avis de la chambre régionale des comptes (sous-amendement n° 469 de M. François d'Aubert à l'amendement n° 78 R de la commission des Lois).	151	328	6
36	1 ^{er} août	713	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Possibilité de mettre des services extérieurs de l'Etat à la disposition du président du conseil général : supprimer « sur décision du représentant de l'Etat dans le département » (sous-amendement n° 412 R. de la commission des Finances à l'amendement n° 80 de la commission des Lois).	334	150	2
37	1 ^{er} août	737	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — La coordination entre l'action des services départementaux et celle des services de l'Etat est assurée conjointement par le président du conseil général et le représentant de l'Etat dans le département (article additionnel n° 82 de la commission des Lois).	330	148	5
38	1 ^{er} août	738	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Le commissaire de la République est placé sous l'autorité directe du Premier ministre (sous-amendement n° 494 de M. Toubon à l'amendement n° 86 de la commission des Lois).	147	332	4
39	1 ^{er} août	739	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Le commissaire de la République représente le Gouvernement dans le département (sous-amendement n° 497 de M. Charles Millon à l'amendement n° 86 de la commission des Lois).	144	332	5

N° du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
40	1 ^{er} août	740	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Le commissaire de la République bénéficie des prérogatives précédemment reconnues au préfet (sous-amendement n° 495 de M. Séguin à l'amendement n° 86 de la commission des Lois).	150	332	5
41	1 ^{er} août	741	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Attributions du commissaire de la République (article 21).	334	144	5
42	2 août	761	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Nouvelle rédaction de l'article 22, concernant les réunions de droit du conseil général (amendement n° 402 de M. Charles Millon).	157	329	1
43	2 août	762	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Le représentant de l'Etat est entendu à la demande du président, du bureau ou du tiers des membres du conseil général (sous-amendement n° 480 de M. Nungesser à l'article additionnel n° 90 de la commission des Lois).	155	332	1
44	2 août	763	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Réunion des conseils généraux à la demande de la moitié de leurs membres, au lieu du tiers (amendement n° 175 de M. Séguin).	153	333	1
45	2 août	764	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Les conseils généraux peuvent être réunis par décret « en cas de circonstances exceptionnelles » (sous-amendement n° 498 de M. Toubon à l'amendement n° 374 du Gouvernement).	484	0	2
46	2 août	796	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Responsabilité des ordonnateurs départementaux devant la Cour de discipline budgétaire (article 42).	334	150	3
47	2 août	797	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Abrogation ou modification de divers articles de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux (article 44).	335	141	11
48	9 sept.	851	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Les régions sont administrées dans le cadre des lois de la République (sous-amendement n° 352 de M. Noir à l'amendement n° 128 de la commission des Lois).	157	330	0
49	9 sept.	883	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Prorogation du mandat des membres des comités économiques et sociaux qui n'ont pas publiquement soutenu M. Giscard d'Estaing à l'occasion des scrutins des 26 avril et 10 mai 1981 (sous-amendement n° 186 R. de M. Toubon à l'article additionnel n° 133 de la commission des Lois et n° 161 de M. Pourchon).	144	0	6

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
50	9 sept.	884	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Fixation par décret de la composition des comités économiques et sociaux (article additionnel n° 133 de la commission des Lois et n° 161 de M. Pourchon, modifié par le sous-amendement n° 186 R. de M. Toubon).	0	149	6
51	11 sept.	965	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Possibilité pour les conseils généraux de proposer au Gouvernement le rattachement de leurs départements à une circonscription régionale différente de l'actuelle (article additionnel n° 302 de M. Emmanuel Aubert).	144	329	0
52	11 sept.	1027	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. — Fixation par décret de la composition des comités économiques et sociaux (article additionnel n° 1 du Gouvernement, en seconde délibération).	328	148	0
53	11 sept.	1028	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (première lecture - ensemble).	329	129	22
54	15 sept.	1085	<i>Motion de censure</i> de M. Labbé sur la politique économique et sociale du deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy.	154		
55	16 sept.	1109	Projet abrogeant la loi du 21 juillet 1980 qui a modifié la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968. — Question préalable de M. Foyer.	154	331	1
56	16 sept.	1129	Projet abrogeant la loi du 21 juillet 1980 qui a modifié la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968. — Institution d'un quorum de 25 % des inscrits pour l'élection des représentants de chaque collège dans les conseils universitaires (amendement n° 14 de M. Perrut).	155	329	2
57	16 sept.	1130	Projet abrogeant la loi du 21 juillet 1980 qui a modifié la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968. — Eligibilité aux conseils universitaires de tous les étudiants étrangers (amendement n° 5 R. de la commission des Affaires culturelles).	331	156	1
58	16 sept.	1131	Projet abrogeant la loi du 21 juillet 1980 qui a modifié la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968. — Suppression des dispositions fixant les conditions de rééligibilité des présidents d'université et des directeurs d'U.E.R. élus après le 1 ^{er} juillet 1980 (amendement n° 27 de M. Gantier).	154	330	1
59	18 sept.	1227	Projet abolissant la peine de mort. — « La peine de mort est abolie » (article premier).	369	113	5
60	18 sept.	1228	Projet abolissant la peine de mort (ensemble).	363	117	6

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
61	23 sept.	1283	Proposition, adoptée par le Sénat, compétant l'article L. 222-1 du Code du travail en vue de faire figurer le 8 mai dans la liste des jours fériés (article unique).	481	1	2
62	7 oct.	1602	<i>Déclaration de politique générale</i> du deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy sur son programme d'indépendance énergétique.	331	67	0
63	8 oct.	1649	Deuxième loi de finances rectificative pour 1981. — Obligation, pour le Gouvernement, de présenter au Parlement un rapport sur l'exécution de la présente loi, qui nationalise les sociétés Usinor et Sacilor (article additionnel n° 16 de M. Jean-Louis Masson).	151	332	0
64	8 oct.	1650	Deuxième loi de finances rectificative pour 1981, qui nationalise les sociétés Usinor et Sacilor (ensemble).	333	148	2
65	12 oct.	1707	<i>Motion de censure</i> de M. Gaudin sur la politique économique, fiscale, monétaire et sociale du deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy.	151		
66	13 oct.	1753	Projet de nationalisation. — Exception d'irrecevabilité de M. Foyer.	154	330	2
67	13 oct.	1754	Projet de nationalisation. — Question préalable de M. Francis Geng.	157	331	1
68	14 oct.	1834	Projet de nationalisation. — Motion de renvoi en Commission de M. Fèvre.	147	336	4
69	15 oct.	1865	Projet de nationalisation. — Consultation, préalable à la nationalisation de la Compagnie générale d'électricité, de l'ensemble du personnel (article additionnel n° 175 de M. Noir).	156	330	0
70	15 oct.	1866	Projet de nationalisation. — Consultation, préalable à la nationalisation de la Compagnie de Saint-Gobain, des délégués du personnel (article additionnel n° 180 de M. Noir).	156	331	0
71	15 oct.	1867	Projet de nationalisation. — Suppression de l'article premier, qui énumère les cinq sociétés industrielles nationalisées (amendements n° 2 de M. Fèvre, n° 189 de M. Noir et n° 403 de M. Millon).	156	331	0
72	15 oct.	1891	Projet de nationalisation. — Nationalisation de cinq sociétés industrielles « dans la mesure où la nécessité publique l'exige évidemment » (amendement n° 407 de M. Millon).	156	328	0

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
73	16 oct.	1942	Projet de nationalisation. — Approbation par le Parlement des accords passés en vue d'une participation majoritaire de l'Etat dans les sociétés Dassault, Matra, I.T.T., Roussel-Uclaf et C.I.I.-Honeywell Bull (article additionnel n° 307 de M. Noir).	152	329	0
74	16 oct.	1943	Projet de nationalisation. — Rétrocession de certaines participations détenues par les cinq sociétés industrielles nationalisées (article additionnel n° 416 de M. Millon).	153	333	0
75	16 oct.	1963	Projet de nationalisation. — Les salariés des sociétés nationalisées restent propriétaires des actions qu'ils détiennent en application des lois sur la participation (amendement n° 313 de M. Couve de Murville).	155	332	0
76	17 oct.	1984	Projet de nationalisation. — Suppression de l'article 4, qui prévoit la possibilité, pour les sociétés industrielles nationalisées, d'aliéner leurs filiales ou succursales exerçant leurs activités en dehors du territoire national (amendement n° 322 de M. Noir).	153	332	0
77	17 oct.	1985	Projet de nationalisation. — Regroupement, au sein d'une société filiale distincte, des participations et actifs de chaque société industrielle nationalisée, afférents à des activités extérieures au champ des nationalisations opérées par la présente loi (amendement n° 447 de M. Millon).	154	328	1
78	17 oct.	2015	Projet de nationalisation. — Régime des obligations échangées contre des actions des sociétés industrielles nationalisées (article 5).	331	156	2
79	17 oct.	2043	Projet de nationalisation. — Mise en place des nouveaux organes de direction des sociétés industrielles nationalisées (article 7).	332	154	0
80	18 oct.	2059	Projet de nationalisation. — Modalités de l'élection des représentants du personnel dans les conseils d'administration des sociétés industrielles nationalisées (amendement n° 365 de M. Noir).	155	330	1
81	18 oct.	2081	Projet de nationalisation. — Suppression de l'article 13, relatif au champ d'application de la nationalisation des banques (amendements n° 895 de M. Millon et n° 960 C. de M. Fèvre).	154	333	0
82	18 oct.	2105	Projet de nationalisation. — Conditions de la nationalisation des banques dont le siège social est situé dans les départements d'outre-mer (amendement n° 1333 du Gouvernement).	329	154	1
83	18 oct.	2106	Projet de nationalisation. — Possibilité, pour certaines banques, d'opter pour le statut d'établissement à caractère mutualiste ou coopératif (amendements n° 635 R. de M. Noir et n° 917 de M. Millon).	151	330	1

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
84	19 oct.	2129	Projet de nationalisation. — Suppression de la « Banque de Bretagne » de la liste des banques à nationaliser (sous-amendement n° 648 de M. Noir à l'amendement n° 49 de la commission spéciale).	148	330	1
85	19 oct.	2159	Projet de nationalisation. — Suppression de la disposition qui prévoit le transfert à l'Etat des actions de la Banque nationale de Paris, du Crédit lyonnais et de la Société générale détenues par des actionnaires autres que l'Etat (amendements n° 633 de M. Noir et n° 940 de M. Millon).	155	330	0
86	19 oct.	2160	Projet de nationalisation. — Consultation, préalable à la nationalisation de la Société bordelaise de crédit industriel et commercial, de l'ensemble du personnel (amendement n° 540 de M. Noir).	154	332	1
87	19 oct.	2161	Projet de nationalisation. — Champ d'application de la nationalisation des banques (article 13).	333	153	1
88	19 oct.	2185	Projet de nationalisation. — Désignation du président du conseil d'administration des sociétés industrielles nationalisées par le conseil en son sein (amendement n° 495 de M. Millon).	153	331	2
89	20 oct.	2202	Projet de nationalisation. — Création d'une caisse nationale de l'industrie, chargée d'émettre et de gérer les obligations échangées contre les actions des sociétés industrielles nationalisées (article 12).	331	154	0
90	20 oct.	2203	Projet de nationalisation. — Cession des participations détenues par les sociétés industrielles nationalisées et par les sociétés Matra et Dassault dans des sociétés des secteurs de la communication (article additionnel n° 511 de M. Millon).	155	331	0
91	20 oct.	2223	Projet de nationalisation. — Au cas où l'Etat deviendrait majoritaire dans la société Matra, il devrait céder ses participations dans la société éditrice du « Point », de « Vie publique », de « Tennis magazine » et de « Planche magazine » (article additionnel n° 516 de M. François d'Aubert).	155	330	0
92	20 oct.	2224	Projet de nationalisation. — Au cas où l'Etat deviendrait majoritaire dans la société Matra, il devrait céder ses participations dans la société « Europe n° I, Images et Son » (article additionnel n° 518 de M. François d'Aubert).	152	332	1
93	20 oct.	2225	Projet de nationalisation. — Les banques devront en priorité lutter contre le chômage et l'inflation, aider les petites et moyennes entreprises et les régions, et un fonds de garantie bancaire préservera les intérêts des déposants (article additionnel n° 687 de M. Noir).	153	332	1
94	20 oct.	2249	Projet de nationalisation. — Nationalisation des Compagnies financières de Paris et des Pays-Bas, et de Suez (article 27).	333	154	0

N° du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
95	21 oct.	2289	Projet de nationalisation. — Mesures en vue de garantir la liberté du choix de leur banque par les particuliers et les entreprises (amendement n° 703 de M. Noir).	152	333	1
96	21 oct.	2319	Projet de nationalisation. — Les détenteurs d'actions des banques nationalisées recevront un dividende égal au bénéfice net par action de l'exercice 1981 (amendement n° 775 de M. Noir).	154	331	0
97	21 oct.	2320	Projet de nationalisation. — Détermination de la valeur d'échange des actions des banques nationalisées (article 18).	331	153	0
98	22 oct.	2360	Projet de nationalisation. — Modalités de l'élection des représentants des salariés dans les conseils d'administration des banques nationalisées (amendement n° 1013 de M. Millon).	154	332	0
99	22 oct.	2361	Projet de nationalisation. — Création d'une caisse nationale des banques, chargée d'émettre et de gérer les obligations échangées contre les actions des banques nationalisées (article 24).	331	156	0
100	22 oct.	2383	Projet de nationalisation. — Suppression de l'article 23, qui abroge la loi sur l'actionariat du personnel dans les banques nationalisées (amendement n° 836 de M. Noir).	154	332	0
101	22 oct.	2384	Projet de nationalisation. — Possibilité d'apport des actions des nouvelles banques nationalisées à une banque nationalisée ou à une entreprise publique (article 26).	333	154	0
102	23 oct.	2408	Projet de nationalisation. — Création d'une instance départementale de recours pour les personnes physiques ou morales dont les demandes de crédit auront été refusées par trois établissements du secteur public bancaire (article additionnel n° 851 de M. Noir).	152	333	0
103	23 oct.	2434	Projet de nationalisation. — Transfert à l'Etat des actions des deux compagnies financières nationalisées (article 28).	330	149	0
104	23 oct.	2458	Projet de nationalisation. — Dissolution des deux compagnies financières nationalisées et affectation du produit de leurs actifs à l'indemnisation des anciens actionnaires (amendement n° 1125 de M. Noir).	148	331	0
105	23 oct.	2459	Projet de nationalisation. — Application de la législation commerciale aux deux compagnies financières nationalisées (article 29).	332	155	0
106	23 oct.	2460	Projet de nationalisation. — Obligation d'offrir pour cession, en priorité aux anciens actionnaires, les participations des deux compagnies financières nationalisées dans des filiales ou succursales exerçant leurs activités en dehors du territoire national (amendements n° 1128 de M. Noir et n° 1224 de M. Millon).	155	330	0

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
107	23 oct.	2462	Projet de nationalisation. — Les participations des deux compagnies financières nationalisées dans des filiales ou succursales exerçant leurs activités en dehors du territoire national, qui seront cédées par priorité aux anciens actionnaires, devront faire l'objet d'une évaluation contradictoire présentée en annexe d'une lettre rectificative à la loi de finances annuelle (sous-amendement n° 1419 de M. Toubon à l'amendement n° 1132 de M. Noir).	155	331	1
108	23 oct.	2463	Projet de nationalisation. — Aliénation des filiales ou succursales des deux compagnies financières nationalisées exerçant leurs activités en dehors du territoire national (article 30).	332	155	0
109	23 oct.	2464	Projet de nationalisation. — Nouvelle rédaction de l'article 31, relatif au régime des obligations échangées contre les actions des deux compagnies financières nationalisées (amendement n° 1136 R. de M. Noir).	156	327	0
110	24 oct.	2488	Projet de nationalisation. — Détermination de la valeur d'échange des actions des deux compagnies financières nationalisées (amendement n° 90 de la commission spéciale, complété par le sous-amendement n° 1353 R. de M. Charzat).	329	157	0
111	24 oct.	2489	Projet de nationalisation. — Suppression de l'article 33, qui prévoit la rétrocession de certaines participations détenues par les deux compagnies financières nationalisées (amendement n° 91 de la commission spéciale).	332	155	0
112	24 oct.	2521	Projet de nationalisation. — Mise en place des nouveaux organes de direction des deux compagnies financières nationalisées (article 34).	331	154	1
113	24 oct.	2522	Projet de nationalisation. — Modalités de la désignation des membres des conseils d'administration des deux compagnies financières nationalisées « en attendant l'entrée en vigueur de la loi sur l'organisation et la démocratisation du secteur public » (amendement n° 94 de la commission spéciale, modifié par le sous-amendement n° 1294 R. du Gouvernement).	332	143	0
114	24 oct.	2523	Projet de nationalisation. — Le nombre des représentants des salariés dans les conseils d'administration des deux compagnies financières nationalisées est porté de quatre à six (amendement n° 1179 de M. Noir).	156	330	1
115	24 oct.	2525	Projet de nationalisation. — Parmi les cinq personnalités des professions financières, industrielles, commerciales, artisanales ou agricoles des conseils d'administration des deux compagnies financières nationalisées, une est obligatoirement chef d'une entreprise de moins de mille salariés (amendement n° 1180 de M. Noir).	154	331	0
116	24 oct.	2526	Projet de nationalisation. — Interruption automatique de la durée du mandat des membres des conseils d'administration des deux compagnies financières nationalisées en cas de deux déficits successifs annuels d'exploitation (amendement n° 1183 de M. Noir).	155	332	0

N° du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
117	24 oct.	2527	Projet de nationalisation. — Gratuité des fonctions de membre de conseil d'administration des deux compagnies financières nationalisées (amendement n° 1253 de M. Millon).	154	330	1
118	24 oct.	2528	Projet de nationalisation. — Composition des conseils d'administration des deux compagnies financières nationalisées (article 35).	332	155	0
119	26 oct.	2551	Projet de nationalisation. — Possibilité pour les personnes physiques, notamment membres du personnel, de détenir des actions des deux compagnies financières nationalisées (amendement n° 1199 de M. Noir).	152	332	0
120	26 oct.	2552	Projet de nationalisation. — Continuation des deux compagnies financières nationalisées (article 38).	332	155	0
121	26 oct.	2553	Projet de nationalisation. — Les employés des sociétés nationalisées qui résilient leur contrat de travail en conséquence de la nationalisation conservent leurs droits aux indemnités de licenciement (article additionnel n° 1306 de Mme Louise Moreau).	154	332	0
122	26 oct.	2555	Projet de nationalisation. — Les nouvelles sociétés nationalisées resteront affiliées au régime d'assurance chômage de l'U.N.E.D.I.C. (article additionnel n° 1415 du Gouvernement).	485	0	0
123	26 oct.	2599	Projet de nationalisation. — Le haut conseil du secteur public fixera les conditions de l'ouverture d'un recours en faveur des entreprises de presse auxquelles trois banques nationalisées auront opposé trois refus successifs de crédit (sous-amendement n° 1423 R de M. Noir à l'article additionnel n° 1377 R de M. Billardon).	153	333	0
124	26 oct.	2600	Projet de nationalisation (première lecture. — ensemble).	332	154	0
125	28 oct.	2711	Loi de finances pour 1982. — Fixation chaque année par la loi de finances du seuil au-delà duquel l'impôt sur les grandes fortunes est applicable (amendement n° 250 de M. Foyer).	156	331	0
126	28 oct.	2712	Loi de finances pour 1982. — Institution d'un impôt sur les grandes fortunes : personnes imposables (article 2).	329	153	3
127	29 oct.	2728	Loi de finances pour 1982. — Le montant cumulé des impôts sur le revenu et sur les grandes fortunes est plafonné à 80 % du revenu net imposable (article additionnel n° 336 de M. Pierre Bas).	151	326	3
128	29 oct.	2753	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : exclusion de son assiette le patrimoine du conjoint et des enfants (amendements n° 17 de M. Foyer, n° 271 de M. Robert-André Vivien, n° 374 de M. Mestre et n° 467 de M. Noir).	154	331	0

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
129	29 oct.	2754	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : instauration d'abattements pour les enfants à charge (amendement n° 2 de M. Debré).	150	331	0
130	29 oct.	2755	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : exclusion complètement de son assiette les biens professionnels (amendement n° 375 de M. Alphandery).	154	328	0
131	29 oct.	2757	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : révision annuelle, en fonction de la hausse des prix, de l'abattement pour les biens professionnels (amendement n° 159 de M. Tranchant).	153	330	2
132	29 oct.	2783	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : exonération des trois quarts des biens agricoles donnés à bail à long terme (amendement n° 380 de M. Méhaignerie).	154	330	2
133	29 oct.	2784	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : supprimer de la liste des biens professionnels les parts de sociétés dont le détenteur a la qualité de gérant majoritaire (amendement n° 161 de M. Tranchant).	154	332	1
134	30 oct.	2832	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : en cas d'usufruit légal, les biens de l'usufruitier et du nu-propiétaire sont imposés suivant un barème variant avec l'âge de l'usufruitier (amendement n° 38 de M. Foyer).	154	329	0
135	30 oct.	2833	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : en cas de don ou legs à des personnes publiques ou à des associations reconnues d'utilité publique d'un bien grevé d'usufruit, l'usufruitier n'est imposé que sur la valeur de son usufruit (amendement n° 266 de M. Marette).	157	325	1
136	30 oct.	2859	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : en cas d'insuffisance dans la déclaration, les sanctions ne sont pas applicables du seul fait que l'insuffisance excède 50 % de la valeur des biens (amendement n° 338 de M. Pierre Bas).	151	327	4
137	30 oct.	2860	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : exonération des trois quarts des parts de groupements fonciers agricoles, des biens donnés à bail à long terme, des parts d'intérêts dans les groupements forestiers, des bois et forêts (amendement n° 510 de M. Gilbert Mathieu).	149	332	4
138	30 oct.	2861	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : pour la déduction des dettes, l'administration acceptera tout mode de preuve admis en matière commerciale (amendement n° 57 de M. Marette).	138	333	0
139	30 oct.	2863	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur les grandes fortunes : suppression de l'article 10, concernant le régime applicable aux bons anonymes (amendements n° 174 de M. Tranchant et n° 359 de M. Mestre).	151	333	1

N° du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
140	31 oct.	2885	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur le revenu : exonération quand le revenu imposable est inférieur à 20.000 F par part et, en contrepartie, institution d'un prélèvement exceptionnel à la charge de l'E.R.A.P. et cession d'immeubles de l'Etat (amendement n° 63 de M. Marette).	150	329	0
141	31 oct.	2913	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur le revenu : extension aux commerçants des communes de moins de 500 habitants des déductions applicables au revenu imposable des personnes de plus de 65 ans et des invalides ; en contrepartie, relèvement de la taxe sur la carte spéciale des agriculteurs étrangers (amendement n° 453 de M. Goulet).	151	331	1
142	31 oct.	2914	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur le revenu : le plafonnement de la réduction d'impôt consécutive au système du quotient familial n'est pas applicable aux demi-parts additionnelles attribuées par enfant invalide (amendement n° 194 de M. Pinte).	157	331	0
143	31 oct.	2915	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur le revenu : les caisses d'allocations familiales bénéficient d'un prélèvement annuel sur les recettes de l'Etat égal au produit du plafonnement de l'avantage dû au système du quotient familial (amendement n° 346 de M. Barrot).	158	330	1
144	31 oct.	2917	Loi de finances pour 1982. — Impôt sur le revenu : revalorisation annuelle de la réduction maximale consécutive au système du quotient familial et de l'abattement accordé aux parents auxquels est rattaché fiscalement un ménage d'enfants majeurs (amendement n° 367 de M. Gantier).	158	326	0
145	31 oct.	2918	Loi de finances pour 1982. — Création de titres vacances, dont l'équivalent en rémunération bénéficiera d'une exonération plafonnée de l'impôt sur le revenu et, en contrepartie, augmentation des droits sur les alcools (article additionnel n° 440 de M. Soisson).	158	331	0
146	2 nov.	2949	Loi de finances pour 1982. — Suppression de l'article 12, qui prévoit une majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1981 pour financer l'indemnisation du chômage (amendements n° 68 de M. Marette et n° 487 de M. Gantier).	150	330	2
147	2 nov.	2950	Loi de finances pour 1982. — Suppression de l'article 13, qui réduit les déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers (amendements n° 176 de M. Tranchant, n° 259 de M. Foyer, n° 370 de M. Méhaignerie et n° 519 de M. Gilbert Mathieu).	157	332	0
148	2 nov.	2951	Loi de finances pour 1982. — Maintien, pour les biens ruraux loués par baux à long terme, de la déduction forfaitaire actuelle applicable aux revenus fonciers (amendements n° 203 de M. Gilbert Mathieu, n° 210 de M. de Gastines et n° 439 de M. Méhaignerie).	158	331	0
149	2 nov.	2979	Loi de finances pour 1982. — Suppression de l'article 14, qui pérennise la taxe sur certains frais généraux des entreprises et limite la déduction des loyers portant sur des voitures particulières (amendement n° 177 de M. Tranchant).	158	325	0

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
150	2 nov.	2980	Loi de finances pour 1982. — Suppression des dispositions qui pérennisent la taxation de certains frais généraux des entreprises (amendement n° 417 de M. Gantier).	157	331	0
151	2 nov.	2981	Loi de finances pour 1982. — Diminution de la taxe sur certains frais généraux en proportion du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation par l'entreprise (amendement n° 74 de M. Marette).	151	333	0
152	3 nov.	2997	Loi de finances pour 1982. — Abaissement du plafond de la provision pour fluctuation des cours dont disposent les entreprises pétrolières (article additionnel n° 117 de la commission des Finances).	44	440	0
153	3 nov.	3021	Loi de finances pour 1982. — Détaxation des carburants utilisés par les chauffeurs de taxi dans la limite de 5.000 litres par an pour chaque véhicule (article additionnel n° 575 R. du Gouvernement).	482	1	3
154	3 nov.	3045	Loi de finances pour 1982. — Option, pour les entreprises de publications non quotidiennes, entre l'assujettissement à la T.V.A. au taux de 4 % et le maintien de la taxe sur les salaires (amendement n° 523 de M. Gantier).	158	326	0
155	3 nov.	3046	Loi de finances pour 1982. — Suppression de la taxe différentielle pour les véhicules d'une puissance inférieure ou égale à 4 CV et, en contrepartie, prélèvement sur les bénéfices des banques et des sociétés pétrolières (amendement n° 4 de M. Corrèze).	154	326	2
156	4 nov.	3069	Loi de finances pour 1982. — Suppression de l'article 23, relatif à l'imposition de certains navires de plaisance (amendements n° 414 de M. Soisson et n° 459 de M. Tranchant).	150	332	5
157	4 nov.	3070	Loi de finances pour 1982. — Abaissement de 1.500 F à 1.000 F par an de la taxe d'Etat, instituée par la présente loi, sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics et, en contrepartie, relèvement du tarif de la taxe locale existante (amendement n° 532 de M. Zeller).	7	329	1
158	4 nov.	3071	Loi de finances pour 1982. — Institution d'une taxe annuelle d'Etat sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics (article 24).	330	156	2
159	4 nov.	3073	Loi de finances pour 1982. — Rétablissement de l'allocation de dix litres d'alcool pur admise en franchise de droits au profit des exploitants agricoles et des récoltants de fruits producteurs d'eau-de-vie (article additionnel n° 536 de M. Grussenmeyer).	131	300	48
160	4 nov.	3103	Loi de finances pour 1982. — Création d'une commission chargée d'établir la liste des quotidiens bénéficiaires de l'aide publique procurée par le produit de la taxe spéciale sur la publicité télévisée instituée par la présente loi (amendement n° 446 de M. Alphandery).	157	330	1

N° du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
161	4 nov.	3163	Loi de finances pour 1982. — Dotation globale de fonctionnement allouée aux collectivités locales : porter en 1982 le taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat de 16,386 % à 16,664 % et, en contrepartie, porter le taux du prélèvement sur les banques à 5 pour mille (sous-amendement n° 583 de M. Royer à l'amendement n° 543 de M. Corrèze).	158	286	0
162	4 nov.	3164	Loi de finances pour 1982. — Dotation globale de fonctionnement allouée aux collectivités locales : maintenir le taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat à 16,386 % et, en contrepartie, instituer une taxe sur les corps gras importés d'origine végétale (amendement n° 543 de M. Corrèze).	158	331	0
163	4 nov.	3165	Loi de finances pour 1982. — Institution d'un prélèvement exceptionnel de 2 milliards de francs en faveur des collectivités locales et, en contrepartie, institution d'un prélèvement exceptionnel sur l'E.R.A.P. (amendement n° 416 de M. Alphandery).	158	330	1
164	4 nov.	3166	Loi de finances pour 1982. — Dotation globale de fonctionnement allouée aux collectivités locales : fixer le taux du prélèvement sur les recettes de l'Etat à 16,3472 % (article 36).	327	159	0
165	9 nov.	3433	Loi de finances pour 1982. — Budget des Anciens combattants : moyens des services.	337	138	3
166	10 nov.	3479	Loi de finances pour 1982. — Budget de l'Education nationale : moyens des services.	334	147	3
167	14 nov.	3705	Loi de finances pour 1982. — Dépenses en capital des services militaires : mesures nouvelles.	393	83	4
168	20 nov.	4089	Loi de finances pour 1982. — Le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement est réservé aux entreprises ayant accru l'effectif de leurs salariés (article 66).	331	151	0
169	20 nov.	4133	Loi de finances pour 1982. — Pour leur mise au nominatif, les titres non cotés doivent répondre aux conditions de l'article 163 <i>octies</i> du Code général des impôts (sous-amendement n° 218 de la commission des Finances à l'amendement n° 203 R. du Gouvernement).	327	0	11
170	20 nov.	4134	Loi de finances pour 1982. — Nouvelle rédaction de l'article 75, relatif à la mise au nominatif des titres non cotés (amendement n° 203 R. du Gouvernement, modifié par le sous-amendement n° 218 de la commission des Finances).	332	0	1
171	20 nov.	4135	Loi de finances pour 1982 (première lecture. — ensemble).	332	153	2
172	25 nov.	4203	Propositions de M. Bocquet et de M. Jospin abrogeant la loi du 8 juin 1970 dite loi « anti-casseurs » (ensemble).	334	134	17

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
173	1 ^{er} déc.	4297	Projet de nationalisation (deuxième lecture). — Exception d'irrecevabilité de M. Foyer.	158	331	0
174	1 ^{er} déc.	4324	Projet de nationalisation (deuxième lecture). — Application de la législation commerciale aux sociétés industrielles nationalisées si elle « n'est pas contraire » à la présente loi, au lieu de si elle « est compatible » avec celle-ci (amendements n° 83 du Gouvernement et n° 54 de M. Charles Millon).	157	331	1
175	1 ^{er} déc.	4325	Projet de nationalisation (deuxième lecture). — Suppression de l'article 13, relatif au champ d'application de la nationalisation des banques (amendement n° 61 de M. Charles Millon).	156	329	1
176	1 ^{er} déc.	4326	Projet de nationalisation (deuxième lecture). — Nouvelle rédaction de l'article 13, portant à 3,5 milliards de francs de dépôts le seuil retenu pour la nationalisation des banques (amendement n° 62 de M. Charles Millon).	153	331	0
177	1 ^{er} déc.	4328	Projet de nationalisation (deuxième lecture). — Champ d'application de la nationalisation des banques : nouvelle rédaction du premier alinéa du paragraphe I de l'article 13 (amendement n° 34 de M. Noir).	156	332	0
178	1 ^{er} déc.	4329	Projet de nationalisation (deuxième lecture). — Champ d'application de la nationalisation des banques : nouvelle rédaction des deux premiers alinéas du paragraphe I de l'article 13 (amendement n° 33 de M. Noir).	154	332	0
179	2 déc.	4574	Projet portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (ensemble).	398	0	77
180	3 déc.	4406	Projet de nationalisation (deuxième lecture. — ensemble).	332	157	0
181	7 déc.	4489	Troisième loi de finances rectificative pour 1981. — Suppression de l'article 9, qui fixe les conditions du sursis de paiement de l'imposition contestée susceptible d'être accordé au contribuable (amendements n° 9 de M. Tranchant et n° 16 de M. Hamel).	148	329	1
182	7 déc.	4490	Troisième loi de finances rectificative pour 1981. — Modalités de la participation de l'Etat à la société Matra (article 14).	330	153	0
183	7 déc.	4491	Troisième loi de finances rectificative pour 1981. — Dotation budgétaire aux communes employant des agents qui sont dispensés de service pour exercer un mandat syndical (article 23).	330	154	0
184	8 déc.	4510	Projet autorisant le Gouvernement à prendre des ordonnances sociales. — Question préalable de M. Debré.	152	327	3

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
185	10 déc.	4661	Projet autorisant le Gouvernement à prendre des ordonnances sociales. — Modifications des règles sur les pensions, les retraites et la cessation d'activité des agents de l'Etat : supprimer la référence à la mise en place « en tant que de besoin, de dispositions dérogatoires à titre temporaire » (amendements n° 19 de M. Debré et n° 104 de M. Emmanuel Aubert).	150	330	3
186	10 déc.	4662	Projet autorisant le Gouvernement à prendre des ordonnances sociales. — La limitation de la possibilité du cumuler une retraite et un revenu professionnel ne doit pas être moins favorable aux intéressés qu'en matière de cumul de rémunérations des agents de l'Etat (amendement n° 142 de M. Madelin).	152	329	3
187	10 déc.	4663	Projet autorisant le Gouvernement à prendre des ordonnances sociales. — Supprimer l'autorisation de dégager les ressources nécessaires pour financer la prise en charge par l'Etat des cotisations patronales de sécurité sociale en application des contrats de solidarité (amendements n° 9 de la commission des Affaires culturelles et n° 23 de M. Debré).	151	329	3
188	10 déc.	4665	Projet autorisant le Gouvernement à prendre des ordonnances sociales. — Supprimer la référence à la cessation anticipée d'activité des agents des collectivités locales ayant conclu un contrat de solidarité (amendements n° 63 de M. Séguin et n° 83 de M. Toubon).	152	329	3
189	12 déc.	4773	Projet approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983. — Contribution du secteur public élargi au développement des exportations (amendement n° 13 de M. Méhaignerie).	159	322	0
190	12 déc.	4774	Projet approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983. — Il ne sera pas procédé à de nouvelles nationalisations pendant la durée du Plan (amendement n° 79 de M. Noir).	163	316	0
191	12 déc.	4775	Projet approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983. — Evolution parallèle des avantages dont bénéficieront les salariés des secteurs public et privé (amendement n° 14 de M. Méhaignerie).	157	326	0
192	12 déc.	4836	Projet approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983. — Evolution identique des revenus agricoles et des autres catégories sociales (amendement n° 110 de M. Goulet).	155	329	0
193	12 déc.	4837	Projet approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983. — Maintien du pluralisme de l'éducation nationale (amendement n° 60 de Mme Missoffe).	156	328	1
194	12 déc.	4838	Projet approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 (ensemble).	326	154	4
195	14 déc.	4861	Projet relatif à la sécurité sociale. — Suppression de la fixation « annuelle » du salaire plafond des cotisations d'assurance vieillesse (amendement n° 6 de Mme Missoffe).	147	327	0

No du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
196	14 déc.	4862	Projet relatif à la sécurité sociale. — Affectation à l'assurance veuvage des ressources supplémentaires résultant du dé plafonnement des cotisations de cette assurance (amendement n° 7 de Mme Missoffe).	142	330	0
197	14 déc.	4863	Projet relatif à la sécurité sociale. — Nouvelle rédaction de l'article 5, qui institue une cotisation d'assurance maladie sur les allocations de chômage (amendement n° 8 de M. Pinte).	150	330	0
198	15 déc.	4906	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (deuxième lecture). — Suppression de l'article 3 bis, qui autorise les citoyens à saisir le représentant de l'Etat dans le département des actes des autorités communales en vue de contrôler leur légalité (amendement n° 7 de la commission des Lois).	329	150	1
199	15 déc.	4907	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (deuxième lecture). — Interventions à caractère économique et social des communes : suppression des aides directes (sous-amendements n° 373 de M. Toubon et n° 415 de M. Millon à l'amendement n° 8 de la commission des Lois).	153	328	1
200	15 déc.	4908	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (deuxième lecture). — Interventions à caractère économique et social des communes : définition des entreprises en difficulté (sous-amendement n° 336 de M. Gulchard à l'amendement n° 8 de la commission des Lois).	150	328	1
201	15 déc.	4910	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (deuxième lecture). — Les communes ne pourront affecter plus de 5 % de leurs recettes fiscales à des interventions à caractère économique et social (sous-amendement n° 453 de M. Toubon à l'amendement n° 8 de la commission des Lois).	155	329	0
202	15 déc.	4935	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (deuxième lecture). — Les ordonnateurs municipaux sont justiciables de la Cour de discipline budgétaire quand ils ont fait usage du droit de réquisition du comptable communal (sous-amendement n° 376 de M. Toubon à l'amendement n° 25 de la commission des Lois).	151	328	0
203	15 déc.	4965	Quatrième loi de finances rectificative pour 1981. — Exception d'irrecevabilité de M. Foyer.	148	328	4
204	16 déc.	5029	<i>Motion de censure</i> de M. Labbé sur la politique économique et sociale du deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy.	151		
205	17 déc.	5067	Loi de finances pour 1982 (deuxième lecture). — Pérennisation de la taxation de certains frais généraux des entreprises (article 14).	325	156	0

N° du scrutin	Date de la séance	Page du compte rendu	OBJET	RESULTATS		
				Pour	Contre	Abst.
206	17 déc.	5111	Loi de finances pour 1982 (deuxième lecture). — Le bénéfice de l'aide fiscale à l'investissement est réservé aux entreprises ayant maintenu ou accru l'effectif de leurs salariés (amendement n° 125 R. de M. Pierret, complété par le sous-amendement n° 134 du Gouvernement).	327	0	155
207	17 déc.	5145	Quatrième loi de finances rectificative pour 1981. — Assujettissement des caisses locales de crédit mutuel à l'impôt sur les sociétés (article 5).	328	155	0
208	18 déc.	5197	Projet de nationalisation (troisième lecture). — Exception d'irrecevabilité de M. Foyer.	150	329	2
209	18 déc.	5198	Projet de nationalisation (troisième et dernière lecture. — ensemble).	331	153	0
210	19 déc.	5299	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (deuxième lecture). — Institution d'un comité régional des prêts (amendement n° 130 de la commission des Lois, modifié par le sous-amendement n° 365 de M. Guichard).	325	155	0
211	20 déc.	5365	Projet relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (deuxième lecture. — ensemble).	329	150	2
212	20 déc.	5381	Proposition de M. Forni abrogeant le deuxième alinéa de l'article 331 du Code pénal. — Question préalable de M. Foyer.	151	329	1
213	20 déc.	5382	Proposition de M. Forni abrogeant le deuxième alinéa de l'article 331 du Code pénal, qui réprime le délit d'homosexualité avec un mineur de plus de quinze ans (article unique).	327	155	1

ANNEXE V

DÉCISIONS RELATIVES AU CONTROLE DE CONSTITUTIONNALITÉ

DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

Date de la décision	Publication J.O.	Origine de la saisine	Objet	Décision
30 et 31-10-81	1-11-81	64 députés 65 sénateurs	Dérogation au monopole d'Etat de la radio-diffusion	Partiellement non conforme
30-10-81	1-11-81	93 sénateurs 104 députés	Loi d'orientation de l'enseignement supérieur	Non contraire
16-12-81	18-12-81	60 députés	Exploration et exploitation des fonds marins	Partiellement non conforme
30-12-81	31-12-81	92 députés 67 députés	Loi de finances pour 1982	Conforme
31-12-81	1-01-82	61 députés	4 ^e loi de finances rectificative pour 1981 ..	Conforme
31-12-81	1-01-82	63 députés	3 ^e loi de finances rectificative pour 1981 ..	Partiellement non conforme
5-01-82	7-01-82	65 députés	Loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social	Conforme
16-01-82	17-01-82	174 sénateurs 124 députés	Loi de nationalisation	Partiellement non conforme (1)

(1) Certaines des dispositions déclarées non conformes à la Constitution ont été déclarées non séparables de l'ensemble de la loi qui n'a pu, en conséquence, être promulguée.

ANNEXE VI

COMMISSIONS SPÉCIALES

OBJET	DEMANDE	ORIGINE	CONSTITUTION de la commission spéciale	SUITE DE LA PROCÉDURE
Projet de loi de nationalisation (n° 384).	23-9-1981	Gouvernement	25-9-1981	Adoption définitive le 18 décembre 1981 (1).
Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (sidérurgie) (n° 385).	23-9-1981	Gouvernement	25-9-1981	Adoption définitive le 18 novembre 1981 (L. n° 81-1050 du 27 novembre 1981).

(1) Voir renvoi (1) p. 102.

ANNEXE VII

COMMISSIONS AD HOC

Demande	Nomination des membres de la commission ad hoc	Nomination du bureau de la commission ad hoc	Rapport	Suite de la procédure
Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 608 déposée le 11 décembre 1981)	16-12-1981	16-12-1981	N° 619 de M. François Massot, déposé le 16-12-1981.	Rejet de la demande le 18-12-1981.

ANNEXE VIII

PROCÉDURES DE CONTROLE PARLEMENTAIRE

I. — Déclarations du Gouvernement.

— *Sans débat* :

15 septembre 1981. — Sur la politique générale du Gouvernement
(M. Pierre Mauroy, Premier ministre).

II. — Engagements de responsabilité du Gouvernement, en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.

1. *Déclaration de politique générale du Gouvernement* (2^e ministère Pierre Mauroy)

8 et 9 juillet 1981 ; pour : 302, contre : 147.

2. *Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique* (2^e ministère Pierre Mauroy)

6 et 7 octobre 1981 ; pour : 331, contre : 67.

III. — Motions de censure déposées en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

1. *Sur la politique générale du Gouvernement* (jointe à une interpellation en application de l'article 156 du Règlement).

Déposée le 8 septembre 1981 par M. Claude Labbé (R.P.R.) et 58 membres de l'Assemblée.

Discussion et vote le 15 septembre 1981 ; majorité requise : 246
pour l'adoption : 154

2. *Sur la politique générale du Gouvernement* (jointe à une interpellation en application de l'art. 156 du Règlement).

Déposée le 6 octobre 1981 par M. Jean-Claude Gaudin (U.D.F.) et 49 membres de l'Assemblée.

Discussion et vote le 12 octobre 1981 ; majorité requise : 246
pour l'adoption : 151

3. *Sur la politique générale du Gouvernement.*

Déposée le 12 décembre 1981 par M. Claude Labbé (R.P.R.) et 52 membres de l'Assemblée.

Discussion et vote le 16 décembre 1981 ; majorité requise : 244
pour l'adoption : 151

ANNEXE IX

COMMISSIONS D'ENQUÊTE OU DE CONTROLE

OBJET de la proposition de résolution	CONSTITUTION de la commission d'enquête ou de contrôle			NOMBRE de réunions tenues	RAPPORT de la commission d'enquête ou de contrôle		
	Rapport de la commission des Lois	Décision de l'Assemblée	Nomination du Bureau		Prise d'acte du dépôt du rapport	Expiration du délai d'oppo- sition à la publication	Numéro du document
N° 248 — de M. Louis Besson (S.) : Commission d'en- quête sur la situa- tion de l'agricul- ture et de l'écono- mie rurale dans les zones de montagne et défavorisées.	N° 395 déposé le 30-9-1981	Adoption le 6-10-1981	14-10-1981	20	Rapport non déposé le 31-12-1981		
N° 238 — de M. André Lajoie (C.) : Commission d'en- quête sur les acti- vités du service d'action civique.	N° 402 déposé le 1-10-1981	Adoption le 17-12-1981	22-12-1981	1	Rapport non déposé le 31-12-1981		

Les documents, publiés par les services de l'Assemblée nationale, énumérés ci-dessous, peuvent être obtenus dans les conditions suivantes :

1. *Le Recueil des lois.*

Le Recueil des lois contient les lois promulguées, accompagnées, s'il y a lieu, des décisions du Conseil constitutionnel les concernant, suivies d'une table chronologique et d'une table analytique, les motions et résolutions adoptées par l'Assemblée nationale et, en annexe, les décisions prises par le Président de la République en application de l'article 16 de la Constitution ainsi que les ordonnances.

47 volumes ont été publiés depuis l'entrée en vigueur de la Constitution du 4 octobre 1958 (prix des numéros variable suivant le nombre de pages).

Derniers numéros parus : lois promulguées le 15 avril 1981 (VI^e législature) (prix : 2 F + 5,10 F de port), lois promulguées du 3 au 10 août 1981 (prix 3 F + 5,10 F de port).

A paraître : lois promulguées du 25 septembre 1981 au 2 mars 1982.

2. *Le Bulletin des commissions.*

Ce bulletin analyse les travaux des diverses commissions et fait état de leurs décisions. Il paraît hebdomadairement, le mercredi, en période de session.

Une table annuelle du Bulletin est livrée aux abonnés.

Abonnement annuel : 40 F	}	(1)
Prix au numéro : 2 F		

3. *Les Gouvernements et les Assemblées parlementaires sous la V^e République.*

Cette publication rassemble des renseignements couvrant la période du 8 janvier 1959 au 24 mai 1974 et concernant : les résultats des élections présidentielles, la composition des Gouvernements successifs, les dates des élections aux Assemblées parlementaires, la composition politique de celles-ci, les dates des sessions du Parlement, la composition du Conseil constitutionnel.

Cette brochure comporte par ailleurs des informations sur l'usage de la procédure de référendum et de l'article 16 de la Constitution, la mise en jeu de la responsabilité gouvernementale, les habilitations législatives et les décisions du Conseil constitutionnel.

Prix : 14 F + 4,30 F de port (1).

(1) Demande à adresser, sous pli non affranchi, à M. le Président de l'Assemblée nationale (Service de l'information parlementaire), Palais-Bourbon - 75355 Paris.

Païement soit par chèque bancaire à l'ordre de M. le Directeur du Service de l'information parlementaire soit par versement ou virement au C.C.P. 7792-97 T Paris.

